

# *Tribune socialiste*

N° 331 / 8 JUIN 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



## **GAGNER LA PAIX**

**Le P.S.U. et le  
Moyen-Orient**



**Le Nigéria  
écartelé**

Manuel Bridier

**Cauchemar  
antillais**

Fred Hermantin

**V<sup>e</sup> Congrès :  
Tribunes  
libres**

**L'Europe  
en panne**

Marc Vautier



## □ La semaine

Tirant la leçon de son échec électoral l'U.N.R.-U.D.T. débarrassé pour un temps de ses préoccupations majoritaires à l'Assemblée Nationale, s'est cette semaine penché sur les faiblesses de son organisation. Tout le monde sait bien que l'U.N.R. n'est en rien un parti démocratiquement organisé, que ses militants « réels » sont peu nombreux, et que ses activistes sont davantage porteurs de la carte des « S.A.C. » (services d'action) que de celle du Parti. Les députés réélus ou battus n'avaient guère songé à se construire une base politique. Leur meilleur argument restant « de Gaulle », ils pensaient inutile de perdre leur temps à recruter et à structurer. Jacques Baumel ne fut guère suivi sur ces points pendant ses quatre ans d'exercice.

Mais Pompidou a d'autres préoccupations, il songe aux futures élections présidentielles. Il a besoin d'être le candidat d'un regroupement politique plus large que l'U.N.R. Sa conception radicalisante de l'électorat français, son attachement aux nouveaux notables cooptés des organismes économiques de la V<sup>e</sup> République, son désir d'apparaître comme un leader politique bon enfant... tout cela explique la volonté qu'il montre à vouloir constituer un grand parti devant survivre au général de Gaulle.

Réussira-t-il dans sa tentative, au moment où les giscardiens du Sénat dégagés du souci d'ouvrir une crise dans la majorité, partagent leurs votes en trois tendances ? Amènera-t-il Pisani et Ed. Faure à s'intégrer dans cette promotion plus large ? (Ce qui est plus facile qu'avec Giscard.) Pourra-t-il redonner du poids aux gaullistes de gauche qu'il a lui-même traité avec mépris lors des dernières élections législatives ? Trouvera-t-il les hommes nouveaux pour amorcer cet élargissement ?

On pourrait en douter en voyant que Frey sera le véritable secrétaire général de cette formation et en constatant que la collégialité décidée ne fait apparaître que des noms bien connus de l'ex-U.N.R.

Ce qui nous rassure c'est qu'en agissant ainsi, Pompidou se prépare à être bien plus le leader de l'opposition que celui de la future majorité. □

## □ Présidentialisme à la C.G.C.

Le congrès de la Confédération Générale des Cadres qui vient de se tenir à Paris a été marqué par d'assez vifs débats, un certain nombre de délégués critiquant les positions prises par le président et son autoritarisme. M. Malterre n'en a pas moins été réélu à la tête de la C.G.C. avec 87 % des mandats.

On sait que l'opposition comprend notamment la Fédération de l'E.G.F. — animée par Gilbert Nasse, ancien secrétaire général de la Confédération — qui a préconisé, avec les organisations C.F.D.T. et F.O. de ce secteur, un programme de rémunération permettant une progression plus rapide des bas salaires. Des opposants se trouvent également dans d'autres branches comme le pétrole dont un délégué a reproché à M. Malterre une interprétation des statuts l'amenant « à considérer que le fonctionnement des instances confédérales doit être de type présidentiel ».

La grève du 17 mars a été évoquée, le courant favorable à la participation ayant été battu de justesse au Comité directeur élargi.

M. Malterre a repris ses thèses en faveur du paritarisme, ce qui rapproche ses positions de celles des dirigeants de F.O. Il a d'ailleurs fait la distinction entre les organisations ouvrières placées « dans le courant réformiste ou dans le courant révolutionnaire, fut-il pacifique. » Dans le second, le président de la C.G.C. range la C.G.T. et les dirigeants de la C.F.D.T. D'autre part, M. Malterre a indiqué qu'il était impossible à la C.G.C. de « s'associer pleinement à des partis politiques », ce qui lui interdit de cautionner un programme commun de la gauche.

L'intervention de Gilbert Nasse rendait un autre son. Critiquant les vues néo-libérales du président, il a cité l'exemple des Etats-Unis où la hausse des salaires est obtenue grâce « au matelas de quatre à cinq millions de chômeurs » et il a déclaré : « Il faut concilier une poussée vers l'organisation et l'efficacité, conséquence du développement économique et du progrès technique, avec le respect des libertés, au premier plan desquelles figure la liberté de décision. » □

## □ C.F.D.T. et l'espace

A l'occasion de la tenue au Bourget du Salon International des Industries Aéronautiques et Spatiales, la Fédération C.F.D.T. de la métallurgie souligne les incertitudes qui pèsent sur l'avenir des travailleurs de ce secteur, étant donné la restructuration en cours des principales sociétés.

Rappelant que la lutte qui fut victorieuse chez Dassault se poursuit dans de nombreuses autres entreprises pour la garantie de l'emploi et pour l'amélioration des conditions de rémunération, la Fédération se prononce pour un transfert progressif des crédits militaires vers les crédits civils et un soutien des projets tels que l'Airbus et le Transall version civile.

La C.F.D.T. critique par ailleurs

les conditions dans lesquelles s'effectue — avec le concours des fonds publics et au bénéfice de MM. Dassault et Floirat — la cession de Bréguet Aviation à Dassault qui revendrait l'usine de Toulouse à Sud-Aviation.

D'autre part, face au quasi-monopole des Etats-Unis dans le domaine aérospatial, la C.F.D.T. estime que l'industrie française doit développer sa politique de coopération, surtout au niveau européen. Soulignant la nécessité d'un avenant aérospatial à une Convention Collective Nationale de la métallurgie négociée au plus tôt avec les organisations patronales, la Fédération revendique en particulier la participation syndicale accrue à l'élaboration et au contrôle d'un plan réel de l'industrie aérospatiale française intégrée dans un plan européen. □

## □ Du sang à Berlin-Ouest

Une fois n'est pas coutume, le sang a coulé à Berlin-Ouest, mais ce n'est pas près du mur, c'est en plein centre de Berlin-Ouest sous les coups des défenseurs du « monde libre ». L'occasion de l'assassinat du jeune étudiant Benno Ohnesorg a été la manifestation organisée par les étudiants socialistes, les étudiants social-démocrates contre la réception du Shah d'Iran et de Farah Diba, oppresseurs de leur peuple.

Il faut bien dire l'occasion, car la police n'attendait qu'un prétexte pour réprimer sévèrement le mouvement étudiant qui depuis de longs mois luttait pour le droit à exprimer son opposition à l'agression américaine au Vietnam et pour ses libertés universitaires. Malgré des pressions administratives très fortes et des sanctions disciplinaires prises contre leurs dirigeants syndicaux, les étudiants se refusaient à se soumettre. Les dernières élections syndicales à l'université libre de Berlin-Ouest faites dans une atmosphère tendue avaient vu un succès de la liste de gauche. Le pouvoir prit cela comme une provocation et l'on connaît le résultat.

Le bourgmestre régnant Albertz ne semble pourtant pas se contenter de cela. Il couvre sa police, et vient d'interdire toute manifestation à Berlin-Ouest. La presse Springer se déchaine contre les beatniks et vauriens d'étudiants. A l'opposé un grand mouvement de solidarité parcourt le monde étudiant. Sur le plan de toute l'Allemagne un affrontement des forces de gauche et de tous les courants réactionnaires se dessine. En tant que socialistes nous devons être très clairement aux côtés des étudiants de Berlin. Ils luttent dans le même sens que nous. □

## Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Harris Puisais

Directeurs adjoints  
Gérard Constant  
Christian Guerche

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction  
Claude Glayman

Administration :  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'administration  
Publicité littéraire :  
71, rue des Saints-Pères  
Paris-6<sup>e</sup>

Abonnements :  
C.C.P. Paris 58 26 65  
6 mois 18 F - 1 an 35 F  
Soutien à partir de 70 F  
Changements d'adresse : 1 F  
Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

## □ Paysans : les jeunes

Nous apprenons l'élection de Raoul Serieys, secrétaire général du Centre National des Jeunes Agriculteurs, à la présidence de la Chambre d'Agriculture du Tarn.

Cette présidence appartenait depuis de nombreuses années à la droite traditionaliste et conservatrice, M. Georges de Viviés, le président battu par Serieys avait succédé à M. de Solages.

Nous disions, que des changements importants s'amorçaient dans le monde agricole.

Raoul Serieys a 32 ans. Il est le porte-parole du progressisme dans lequel s'engagent les jeunes agriculteurs.

Cette élection marque donc de façon incontestable, la montée de la jeune génération paysanne aux postes de commande encore détenus par des « notables » dont le paternalisme paralysant enfermait la profession agricole dans l'immobilisme le plus décevant. □

## Petite annonce

● Etudiante allemande (langues anglais, français) cherche emploi à Paris pour août-septembre : secrétariat, garde d'enfants. Ecrire à T.S. qui transmettra.



## Editorial

# Vive la paix

Gilles Martinet

Cet éditorial de Gilles Martinet avait été rédigé avant que le Conseil de Sécurité ait voté à l'unanimité un appel au cessez-le-feu. Le P.S.U. se réjouit de cette initiative conforme à son souhait. Il faut maintenant pour assurer une paix durable engager une négociation générale sur tous les problèmes du Moyen-Orient. — E.D.

La conclusion d'un cessez-le-feu : tel est le premier objectif à atteindre ; l'ouverture d'une négociation générale portant sur tous les problèmes en litige, y compris celui des réfugiés et celui du golfe d'Akaba, tel est le deuxième objectif.

Celui-ci suppose évidemment que les pays arabes reconnaissent l'État d'Israël, et non pas seulement le fait militaire israélien. Mais la leçon de cette crise me paraît évidente : de l'extrême droite à l'extrême gauche, il n'existe aucune force politique en Occident pour accepter qu'Israël soit rayé de la carte. Cela interdit pratiquement aux Arabes tout espoir de voir régler les problèmes palestiniens selon leurs vœux.

Les nations d'Asie et d'Afrique frémissent d'indignation devant ce veto occidental. Elles ne comprennent pas que des forces de gauche puissent soutenir et défendre l'une des dernières « colonies de peuplement » qui existe encore dans le monde.

Le peuple français a bien accepté le rapatriement d'un million de ses concitoyens dont l'installation en Afrique du Nord était assurément plus ancienne que celle des émigrés juifs de Palestine. Pourquoi refuser, lorsqu'il s'agit des Israéliens, de prendre en considération ce que l'on a finalement admis lorsque les Pieds-Noirs étaient en cause ? Il n'y a à cela qu'une seule réponse ; elle tient en un chiffre : 6 millions de morts. L'Europe vit encore dans le souvenir de l'immense crime hitlérien.

Mais pourquoi, demandent les Arabes, est-ce nous qui devrions subir les conséquences d'un massacre dont nous ne sommes pas responsables ? C'est, il faut le reconnaître, une question très légitime. Mais elle ne change rien à la détermination européenne de ne pas laisser disparaître Israël.

Cette acceptation d'une situation créée par la violence pour effacer une autre violence beaucoup plus atroce ne doit cependant pas nous conduire à une attitude de soutien inconditionnel de la politique israélienne.

Or, c'est bien cette forme de soutien qui a été posé ces derniers jours par un certain nombre d'hommes politiques et de journalistes français. Une partie de la presse — *France-Soir* et *l'Aurore* en tête — ont développé une campagne belliste et préparé sciemment l'opinion

à une initiative militaire israélienne. « La guerre préventive » a trouvé dans ce pays des partisans acharnés.

On a parlé à ce propos de « manifestations raciales ». C'est une expression que je n'emploierai jamais lorsque les collectivités qui sont en cause ont subi elles-mêmes l'oppression et la persécution. Je dirai seulement qu'il s'est produit une véritable explosion de patriotisme juif et que ce patriotisme l'a emporté sur toute autre considération. « Les Français avec nous » criaient les manifestants dans les rues de Paris.

Ce « nous » situe tout le problème. Pour notre part nous entendons réagir en socialistes et en internationalistes.

C'est de ce point de vue que nous nous inquiétons du deuxième aspect de la crise du Moyen-Orient car, à côté du rebondissement du vieil antagonisme Israélo-Arabe, nous avons assisté à un nouvel épisode de la lutte qui oppose une partie du tiers monde à l'impérialisme américain.

Tout en développant son action au Vietnam, celui-ci s'est montré depuis quelques mois très actif dans le bassin méditerranéen. La dictature militaire grecque n'aurait pu s'établir sans son appui et on peut penser qu'un autre coup devait être porté contre le fragile régime baasiste de Damas. L'Égypte nassérienne et avec elle les forces progressistes arabes sentaient se préciser une menace d'encerclement.

Les Soviétiques ont pensé qu'ils pouvaient mettre à profit cette situation et manifestaient au Moyen-Orient une fermeté dont ils n'ont jamais fait preuve dans l'Asie du Sud-Est. Leurs encouragements à Nasser ont été un élément déterminant de la crise.

Mais il ne faut pas oublier que les Russes pensaient en agissant ainsi donner un coup d'arrêt aux entreprises américaines dans cette partie du monde.

Tout ce grand jeu risque maintenant d'aboutir à une partie nulle. La guerre peut donner des victoires à Israël ; elle ne lui ouvrira pas les portes de son avenir. Son problème n'est pas de vaincre les pays arabes : il est de se faire admettre par eux. Il est de s'insérer dans la réalité politique du Moyen-Orient.

C'est pourquoi nous sommes décidés à soutenir toute initiative qui ramènera la paix. □

## Moyen-Orient

### COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL

DU P.S.U. (5 JUIN 1967)

« **D**evant la gravité des événements qui déchirent le Moyen-Orient, les socialistes doivent s'abstenir de toute position passionnelle et de toute attitude belliciste.

» Il est encore temps d'arrêter une effusion de sang qui risque de nous conduire au bord d'un conflit mondial. Une pression internationale qui s'exercerait dans les heures qui viennent pourrait imposer la conclusion d'un « cessez-le-feu » et l'ouverture, sous l'égide de l'O.N.U., d'une négociation globale sur tous les problèmes en litige.

» Le gouvernement français doit mettre à profit sa position de neutralité pour prendre toutes les initiatives susceptibles d'aboutir à ce résultat. »

### COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL

DU P.S.U. (3 JUIN 1967)

**D**evant le danger de guerre qui menace le Moyen-Orient, deux tendances se dessinent dans le pays. L'une et l'autre affirment le droit à l'existence de l'État d'Israël. Mais tandis que la première souhaite qu'un appui direct soit dès maintenant accordé à cet État, la seconde se montre favorable au maintien, quoiqu'il arrive, de la neutralité française.

Le P.S.U. n'approuve ni l'une ni l'autre de ces positions. La reconnaissance du droit du peuple israélien à l'existence ne se conçoit pas sans la promesse d'un soutien pour le cas où l'État juif serait attaqué par les armées arabes. Cette promesse doit être faite sans équivoque ni réticence.

Mais il faut aussi indiquer ce qui se passerait dans l'hypothèse où Israël prendrait l'initiative des opérations et dans celle où les puissances anglo-saxonnes tenteraient de forcer le Détroit de Tiran. De telles actions placeraient le monde entier au bord de la guerre et enfermeraient l'État d'Israël dans de nouvelles impasses. La France doit dire que dans ces deux cas, elle n'apporterait ni aide ni soutien.

C'est par la négociation internationale et seulement par elle que doit

être cherché à travers mille difficultés, le règlement du problème de la sécurité des frontières, celui des réfugiés palestiniens et celui de la liberté de navigation dans le Golfe d'Akaba. Ce n'est que par cette méthode que pourront être créées dans l'avenir les conditions d'un dialogue israélo-arabe susceptible d'aboutir à l'insertion de la réalité nationale juive dans un ensemble moyen-oriental.

Le P.S.U. souhaite que dans les heures graves que nous vivons des contacts se nouent entre les forces socialistes internationales afin de favoriser une solution pacifique de la crise. Cela suppose la dénonciation des menaces d'extermination dont le peuple israélien a été l'objet et de la propagande anti-arabe qui se développe dans notre pays. Cela implique également la condamnation de la politique d'ingérence à laquelle se sont livrées les grandes puissances U.R.S.S. et États-Unis en tête dans ces derniers mois. Cette intervention a pris un aspect particulièrement inquiétant depuis qu'a été assuré, avec l'appui des États-Unis, le succès du putsch militaire grec.

Dans cette action les forces socialistes devront rechercher l'appui des courants réellement progressistes qui existent en Israël comme dans les pays arabes. □

### Réunion P.S.U. - F.G.D.S. du 1<sup>er</sup> Juin 1967

**L**a Délégation du Parti Socialiste Unifié et la Délégation de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste se sont rencontrées au siège de la F.G.D.S. le 1<sup>er</sup> juin 1967.

Dans l'esprit de l'accord intervenu entre les deux formations le 20 janvier 1967, elles ont procédé à un large échange de vues sur les problèmes posés à la Gauche, à sa cohésion, à son action concertée face au régime gaulliste.

Elles ont décidé de se réunir à nouveau après les Assises Nationales du Parti Socialiste Unifié. □

(Communiqué commun)



Correspondance à propos du S.N.E.S.

## Lettre ouverte à Jean Petite

L.P. Letonturier

Dans les numéros 322 (6 avril 1967) et 324 (20 avril 1967) de « Tribune Socialiste » tu as copieusement donné ton avis sur le Congrès du Syndicat National des Enseignements du Second Degré. Je dis : « ton avis », car Dupont et Roz qui avaient envoyé des articles te répondant (et non des « lettres » ainsi que tu l'as présenté) n'ont eu droit qu'à la publication d'extraits choisis et commentés par toi.

Pour ma part, tu m'as fait l'honneur de me citer deux fois. La première fois (dans l'article « compte rendu ») : un coup de chapeau dont ma « personnalité » te remercie ; la seconde fois (dans l'article « exégèse »), tu m'annexes comme caution de la bonne foi unitaire de ta tendance (Unité et Action) puisque avec ses représentants j'ai, paraît-il... « contribué à fixer les bases... des discussions concernant les garanties de la démocratie syndicale ».

Et tu ajoutes... « Pourquoi refuser de continuer dans cette voie ? »

Je te retourne la question, mon cher Petite, et je te demande : Pourquoi la tendance (Unité et Action), dont tu es un des principaux responsables (1) dément-elle par ses actes cette volonté de dialogue qu'elle ne cesse de proclamer ?

Les discussions de fond sur le programme, sur les structures, sur la démocratie et l'indépendance syndicales ? Le dialogue, comme tu écris ? Allons, camarade Petite, qui lui a donné le ton et les formes polémiques qu'il prend depuis plusieurs mois ? Qui en fait tourne le dos à certains progrès d'unité de pensée qui avaient pu apparaître avant 1966 ?

Je dis (faute d'une meilleure expression) « unité de pensée », car enfin l'Unité, dans le S.N.E.S. et la F.E.N., existe.

### Des tendances ! Pourquoi ?

Le syndicalisme français a refusé depuis toujours de limiter son domaine à un étroit corporatisme, et a dû définir son rôle et sa place par rapport à l'organisation de la société, à l'Etat, aux Eglises et aux Partis. Pour cette définition des conceptions différentes se sont toujours manifestées et se manifestent encore. Qu'on

les appelle « tendances » ou « courants de pensée » l'actuelle division organique du mouvement syndical témoigne de leur réalité profonde.

L'unité organique, nous, syndicalistes enseignants, la vivons ensemble depuis bientôt vingt ans. Nous avons évité la création de syndicats concurrents grâce à la reconnaissance des tendances et à leur représentation proportionnelle dans tous les organismes de décision : Congrès, C. A., Bureau.

Toutes les décisions sont prises en commun à l'issue de larges débats où s'expriment tous les points de vue.

Mais ce que tes amis et toi appelez « partage des responsabilités » c'est la prolongation au sein même de l'équipe d'exécution de cette représentation personnelle des tendances.

Cela suppose que chacun s'incline — quel que soit son avis personnel — devant les décisions prises, ou bien que l'accord des points de vue est particulièrement profond.

L'expérience récente — en particulier au S. 3 de Paris — n'a pas consolidé notre confiance pour la première attitude ; les désaccords d'orientation qui se sont à nouveau approfondis entre nous ne nous permettent pas d'envisager la seconde.

Ce que vous appelez « le partage des responsabilités » reviendrait aujourd'hui à prolonger dans l'équipe d'exécution les débats des assemblées délibératives, c'est-à-dire en fait à paralyser le syndicat.

### Le « parquage » des communistes

Les mot est de toi, mon cher Petite ; le fait vient des communistes eux-mêmes. Qu'ils soient tous uniquement au sein de la tendance « Unité et Action » ne dépend pas des Autonomes, mais d'eux-mêmes.

Et qu'on ne vienne pas nous taxer « d'anticommunistes », alors que nous avons toujours refusé toute exclusive contre eux, alors qu'aux pires moments de la guerre froide et du stalinisme, la F.E.N. est restée la seule organisation où ils ont pu cohabiter avec d'autres. Qu'on ne vienne surtout pas nous le dire à nous, Autonomes parisiens, qui avons mené une expérience de co-gestion avec la ten-

dance qu'ils animent, et qui avons les premiers en 1965 proposé une liste commune.

Mais s'ils se retrouvent tous au sein de cette tendance « Unité et Action », c'est qu'ils ont — et c'est absolument leur droit — une conception du syndicalisme qui leur est propre et qu'ils cherchent à faire triompher.

Certes, ils parlent d'« Indépendance du syndicalisme » et de spécificité de l'action syndicale ; certes ils ne commettent pas l'erreur de confondre syndicat et parti et ils se montrent même très jaloux de préserver le rôle et le domaine des partis. Mais précisément parce que pour eux les syndicats sont restés la « masse de manœuvre » vers laquelle ils jouent le rôle de la « courroie de transmission » des mots d'ordre élaborés par la stratégie de leur parti.

Que ces mots d'ordre soient justes ou pas n'est pas le problème. Ce qui compte c'est qu'un syndicat, qu'un « courant de pensée » animés par les communistes ne sont pas indépendants.

Périmé tout cela ? Vieille lune, que cette neuvième condition de Zinoviev pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale en 1920 ?

Pourquoi alors jamais aucune décision publique du parti communiste n'en a-t-elle fait part aux travailleurs et aux syndicalistes ?

Le 17 octobre 1966, j'ai participé à une Table Ronde sur l'Unité Syndicale, organisée par la Revue Internationale du Socialisme. Au cours du débat, Angelo Di Gioia, directeur du Centre d'Etudes et de Formation syndicale C.G.I.L., et par ailleurs, militant communiste, a fait la déclaration suivante : *En Italie, le Parti Communiste, depuis son congrès de 1956, a déclaré solennellement que la théorie de la courroie de transmission n'est plus valable... Au Congrès suivant on a été plus loin. On a affirmé le rôle autonome du syndicat dans cette société et dans la société à venir, comme un principe pour les communistes... on a ajouté que ces tendances peuvent exister à condition qu'elles aient une fonction dialectique dans la vie démocratique intérieure de l'organisation syndicale... »*

Et Barjonet, secrétaire du Centre d'Etudes Economiques C.G.T. et membre du parti communiste français n'a répondu à cela qu'en parlant des « ...divergences objectives qui existent entre les situations des deux pays... »

Certes il a, lui aussi, affirmé que le parti communiste français avait « liquidé le passé ».

Mais si cela va sans dire, pourquoi la direction du parti communiste français ne se résout-elle pas à proclamer publiquement que les militants communistes dans les syndicats n'ont plus à subordonner leur action à la stratégie de leur parti ?

Quant aux non-communistes de la tendance Unité et Action, ils espè-

rent peut-être que la conception communiste du rôle du syndicat va effectivement changer, mais en attendant ils l'acceptent.

Et il n'est pas niable, par exemple, qu'à Paris prenant la direction, la tendance Unité et Action a confié tous les postes responsables de quelque importance à des membres du parti communiste.

Par leur campagne systématique de dénigrement des militants des autres tendances, par les méthodes qui sont redevenues les leurs, les militants de la tendance Unité et Action, quoiqu'ils en disent, tournent le dos à l'unité.

Leur orientation syndicale reste celle des « minorités agissantes ».

Cette orientation n'est pas la nôtre.

Dans les conditions actuelles, dans le climat que vous avez créé, le rapprochement principal et programmatique, que tes camarades et toi, affirmez souhaiter, ne peut avoir lieu, ni au sein du S.N.E.S., ni au sein de la F.E.N.

Capitalisant tous les mécontentements, et votre propagande réussissant à détourner ceux-ci du gouvernement et de l'administration vers la direction autonome, il se peut que les élections actuellement en cours vous soient favorables. Vous aurez gagné la direction, camarade Petite, mais « l'unité de conception » n'aura pas avancé d'un seul pas.

La Déclaration des Vingt-Six (signée par 26 militants responsables de la F.E.N., de la C.G.T., de F.O., de la C.F.D.T., du Syndicat Autonome des Banques) allait dans ce sens, et appelait, à la veille des élections législatives les centrales syndicales à définir un programme économique et social, à soumettre en commun aux partis démocratiques.

La grève générale du 17 mai contre les pouvoirs spéciaux et pour le refus de la forme doucereuse d'intégration consistant à consulter les syndicats au lieu et place des élus du peuple, devrait déboucher sur un tel programme, susceptible de consolider l'unité de la gauche, celle des partis et celle des syndicats.

Or n'est-ce pas dans la mesure où progressera l'unité syndicale que progressera encore davantage l'unité de la gauche ?

Cette unité syndicale, alors qu'elle reste à faire (quels qu'en soient les progrès) entre les centrales, l'orientation et les méthodes de ta tendance, au sein de la F.E.N. — où elle existe organiquement ne peut que la faire reculer.

### Deux questions

Pour terminer, mon cher Petite, je voudrais te poser deux questions qui te concernent plus particulièrement.

(1) Ce que tu omets de rappeler.



*La première :* Tu écris « ...il serait utile que nos camarades du S.G.E.N. (C.F.D.T.) poursuivent leur réflexion sur le pluralisme syndical... ». Or je me souviens qu'au moment de la « déconfessionnalisation », lorsque la C.F.T.C. est devenue la C.F.D.T., tu affirmais ta volonté de chrétien, militant de la F.E.N., de poser publiquement le problème de la légitimité de l'existence du S.G.E.N., c'est-à-dire d'un syndicat d'enseignants minoritaire, coupé organiquement de la masse des enseignants syndiqués. A ma connaissance, nous attendons toujours cet article. Est-ce l'accord C.G.T.-C.F.D.T. qui te gêne pour l'écrire aujourd'hui ?

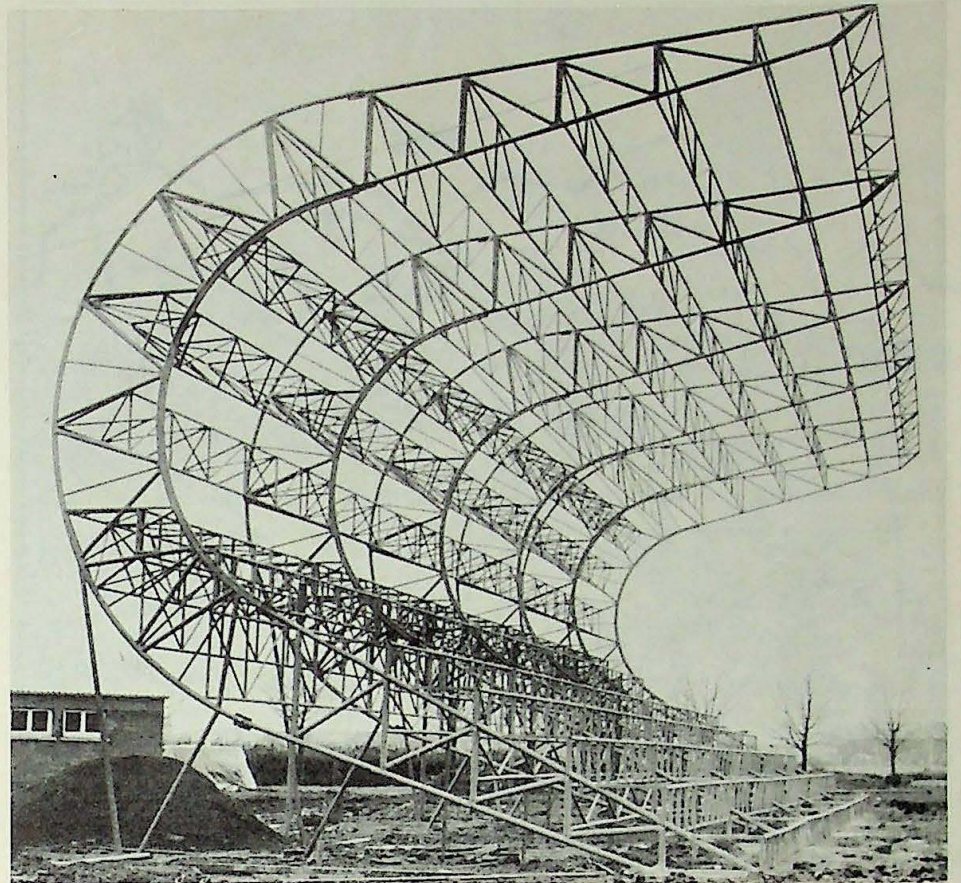
*La seconde :* Tu fais allusion à la majorité qui s'est dégagée du Congrès du S.N.E.S. pour condamner l'article de « L'Humanité » désignant pratiquement notre camarade Duthel comme ayant provoqué l'intervention des C.R.S. à Rhodiaceta.

Pourquoi n'ajoutes-tu pas, que c'est toi, Jean Petite — et non pas un militant membre du parti communiste — qui est monté à la tribune, au nom de la tendance Unité et Action, pour défendre ce journal et demander une Commission d'Enquête sur notre camarade Duthel ?

Pourquoi n'as-tu pas écrit cela ? Est-ce modestie ? Ou bien, est-ce parce que le connaissant depuis des années, et sachant qu'il n'avait pas pu jouer un rôle de provocateur, tu as préféré ne pas faire état de ton intervention ?

Mais il aurait été fâcheux que les lecteurs de « Tribune Socialiste » ne sachent pas jusqu'où tu pouvais pousser la solidarité de tendance.

Je gage que ce jour-là — après Dutronc mais avant Pompidou — tu as pensé « aux cactus » ! □



Le radar : vers la détection absolue.

Agip

## Désarmement

# De la coexistence pacifique à l'impasse

David Boubllil

Depuis quelques années, nous nous étions habitués à vivre avec la nette impression que les « deux Grands » cherchaient à préserver l'incertaine stabilité de notre monde.

Le Traité de Moscou était la première pièce, très modeste il est vrai, de l'édifice que les grands voulaient construire.

Le Traité de non-dissémination des armes nucléaires devait être dans l'esprit de ses auteurs, une nouvelle étape dans la coexistence pacifique, et dans l'équilibre de la terreur.

Les différentes objections de la part des pays non-nucléaires comme l'Allemagne, l'Inde ou Israël montrant les failles et les contradictions du Traité ont conduit les négociations du Club des dix-sept (ainsi baptisé depuis l'absence de notre pays) dans l'impasse.

A ces objections viennent s'ajouter les différentes tensions dans le monde qui renforcent les pays non nucléaires dans leur hostilité au Traité tel qu'il est conçu actuellement.

Ainsi l'objection des puissances non nucléaires contre un chantage éventuel se trouve soulignée et mise en lumière : Pour l'Inde par exemple, en ce sens que la Chine Commu-

niste ne prend pas part à la discussion et ne signera certainement pas le Traité.

En outre, les assurances à donner aux puissances « nucléaires pacifiques » qui craignent qu'un accord de non-prolifération ne limite leur développement de la recherche nucléaire, et les priveraient de la possibilité d'effectuer des explosions nucléaires à des fins pacifiques ; n'ont pu se dégager. Nous pensons que la présence de la France aurait pu contribuer à trouver une solution raisonnable à ce problème.

D'autre part l'intransigeance soviétique concernant le contrôle exercé par l'Euratom sur l'application du Traité, a conduit les délégations occidentales à durcir leur position ; et les pays européens à marquer unanimement leur hostilité aux clauses du Traité qui font de l'Agence internationale de Vienne la maîtresse d'œuvre du contrôle.

Là aussi la participation de notre pays aurait pu être fructueuse.

Enfin, le défaut majeur du Traité actuel, c'est la perpétuation du monopole du « Club nucléaire » qui risque de s'instaurer, si le principe et des premières mesures n'étaient pris de la part des nations nucléaires pour démanteler leur panoplie nucléaire et pour aborder un autre

stade du désarmement général et contrôlé.

L'impérialisme américain dans le monde, et le rôle d'hégémonie de plus en plus important de l'U.R.S.S. font que pour l'instant nous nous éloignons de la coexistence pacifique.

Le conflit vietnamien, la crise du Moyen-Orient qui a dégénéré en un conflit armé localisé dans un premier

temps, qui risque de devenir mondial dans un second temps, nous montre l'urgence dans laquelle se trouve le monde de faire passer les considérations d'amour-propre derrière la notion du bien général. C'est à cette seule condition qu'un Traité de non-dissémination plus équilibré que l'actuel aura des chances de voir le jour, et que la paix deviendra possible. □

## Stage de formation

Programme proposé à la discussion pour le stage national du 31 juillet au 5 août.

### PERSPECTIVES DE LA LUTTE CONTRE LE GAULLISME

1<sup>re</sup> journée : Le néo-capitalisme en difficulté. L'Europe ; La France.

2<sup>e</sup> journée : La lutte économique contre la politique gaulliste : Les secteurs en crise ; Stratégie du mouvement syndical.

3<sup>e</sup> journée : Problèmes régionaux et problèmes agricoles : Mutations politiques dans l'agriculture française ; La lutte pour la démocratie locale et régionale.

4<sup>e</sup> journée : La conduite de la lutte : Rapports Syndicats-Parti ; Organisation politique de la Gauche : rôle du P.S.U. ; relations avec ses partenaires.

5<sup>e</sup> journée : Préparation concrète des offensives futures : Elections cantonales contre-plans municipaux, contre-plans régionaux, style de notre propagande ; Organisation du Parti, ses structures et l'établissement de relations nouvelles avec partenaires de la gauche.

Prix : Environ 70 à 80 F (péréquation des frais, voyage compris).

## Mise au point

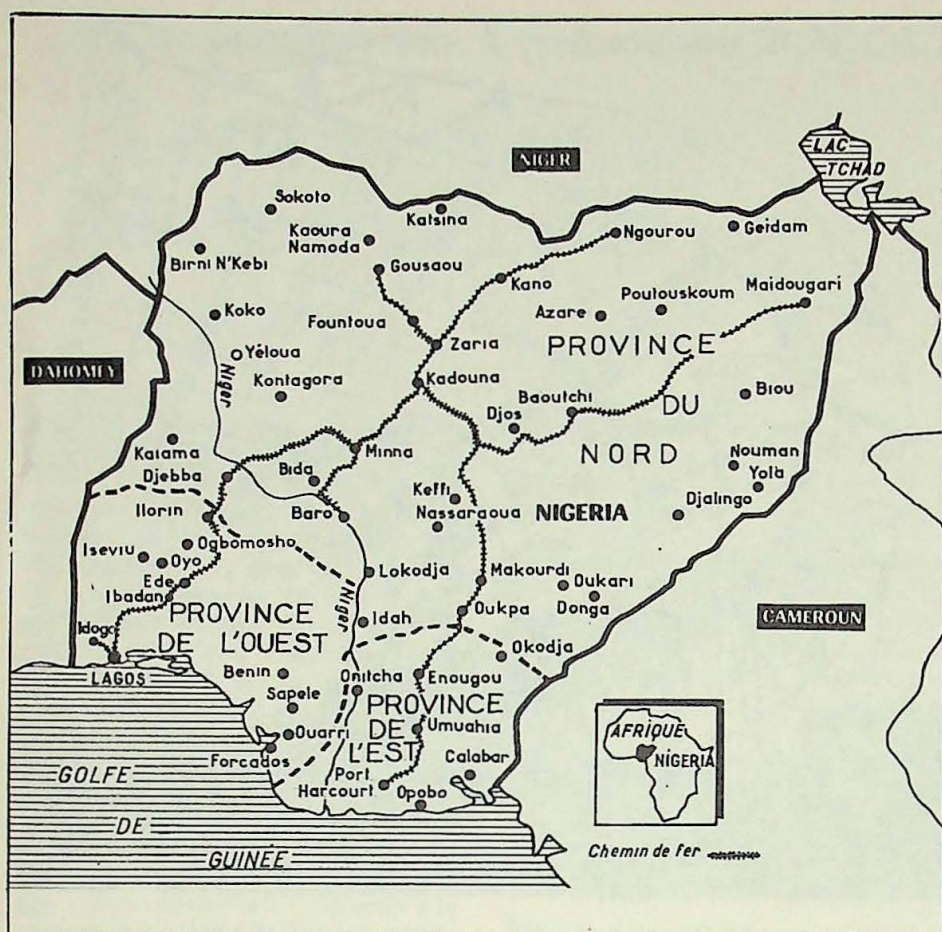
Nous avons reçu de M. M. Fontaine, secrétaire général adjoint du S.N.E.Sup la lettre suivante que nous reproduisons bien volontiers.

Nous avons relevé dans le compte rendu que votre hebdomadaire a consacré à notre congrès une inexactitude concernant les propositions que notre syndicat a l'intention de défendre à la F.E.N.

Il n'a jamais été question ni dans l'esprit

ni dans la lettre des textes de demander un contre-plan fédéral en matière de formation des maîtres, mais un plan. La seule fois où notre syndicat a évoqué la stratégie de contre-plan c'est pour la rejeter lors de son congrès de 1966. L'orientation de notre syndicat est nette : nous rejetons la politique défensive et nous demandons à la F.E.N. de proposer, non de répondre, ce qui impliquerait la notion même de contre-plan à nos yeux.





## Afrique

# Le Nigéria écartelé

Manuel Bridier

Voici quelques jours, la province orientale du Nigeria (14 millions d'habitants) proclamait son indépendance et prenait le titre officiel de « République de Biafra ». Ainsi venait d'éclater la fédération du Nigeria, qui était jusqu'ici, avec ses 55 millions d'habitants, le plus grand de tous les états africains, premier producteur mondial d'arachides et d'huile de palme, deuxième producteur de cacao, sixième producteur d'étain et — depuis peu — l'un des principaux producteurs de pétrole de l'Afrique noire.

Jamais, à vrai dire, les peuples divers qui composaient la fédération, et singulièrement les trois plus nombreux, les Haoussas du Nord, les Yoroubas de l'Ouest et les Ibos de l'Est, n'avaient accepté avec enthousiasme leur appartenance à un même état. Soucieuse de ne pas morceler un marché aussi important, la Grande-Bretagne avait plaidé pour le maintien des liens organiques, et c'est après une laborieuse *Table ronde* que l'on avait adopté la Constitution fédérale de 1960.

Sur le papier, la solution nigériane (1) pouvait donc sembler une bonne réponse aux problèmes posés par la balkanisation de l'Afrique,

telle que nous la connaissons, notamment dans les anciennes colonies françaises. Dans la réalité, la façade fédérale dissimulait des contradictions économiques difficilement surmontables.

Si l'événement n'a donc pas suscité la surprise dans les capitales africaines, il n'en a pas moins soulevé l'embarras, quand ce n'est pas l'hostilité la plus nette. Les chefs d'état connaissent la fragilité de leur appareil administratif et le côté artificiel de frontières héritées du colonialisme. Ils redoutent le mauvais exemple. Certains n'hésitent pas à dénoncer la république de Biafra comme un nouveau Katanga et son chef, le lieutenant-colonel Ojukwu, comme un émule de Tschombé.

La réalité est plus complexe. Les facteurs ethniques, religieux et économiques s'y interpenètrent de telle manière (comme c'est le cas dans toute l'Afrique, et pas seulement en Afrique) que les guerres tribales d'un autre âge y sont les contemporaines des conflits sociaux et de luttes de classe de notre temps.

L'antagonisme entre le Nord et le Sud, c'est aussi bien l'hostilité réci-

proque des grandes races que l'opposition entre les musulmans du désert et les chrétiens ou les ammistés du littoral, mais c'est aussi la conséquence des inégalités écrasantes de développement économique et culturel entre la zone méridionale, avec son industrie naissante, sa bourgeoisie africaine, son prolétariat urbain et le Nord agraire, féodal, avec ses masses paysannes illettrées, dominées par les grands seigneurs.

En 1960, les féodaux du Nord et les grands bourgeois de l'Est avaient fait alliance. Mais les difficultés économiques ne tardèrent pas à mettre leur alliance à l'épreuve. Un mouvement ouvrier puissant menait contre le pouvoir une agitation qui devait culminer dans la grande grève générale de 1964. Pendant quatorze jours, toute l'activité économique du pays — y compris dans la province du Nord — fut totalement paralysée.

C'est alors que la grande bourgeoisie, soutenue par les conseillers américains, tenta le renversement des alliances. Aux élections de 1965 on vit se former une coalition des partis de l'Est et de l'Ouest, soutenue par les syndicats, contre le « Congrès des Populations du Nord », expression politique des féodaux nordistes. Il s'agissait d'une réconciliation des Yoroubas et des Ibos contre les Haoussas en même temps que d'une opération politique des milieux d'affaire, tendant à se ménager les masses à demi-prolétarisées du Sud par une politique plus libérale et à faire triompher, avec leur appui, la victoire du néo-capitalisme contre les structures archaïques de la société féodale.

L'opération échoua cependant. Craignant à la fois l'épreuve de force et le débordement sur leur gauche, les dirigeants de l'Est acceptèrent de reconnaître les résultats électoraux et de renouer son alliance avec les nordistes, mais les troubles sociaux et les batailles raciales, souvent étroitement mêlées, n'allèrent qu'en se multipliant, causant des dizaines de morts chaque dimanche. Finalement, le 15 janvier 1966, de jeunes officiers "progressistes" renversèrent le gouvernement, assassinèrent ses principaux responsables, nordistes pour la plupart et portèrent au pouvoir le commandant en chef de l'armée, le général Ironsi.

Soutenu au départ par l'ensemble des syndicats, Ironsi se donna pour tâche de ramener le pays dans l'ordre néo-colonial. Sur le plan économique et social comme sur le plan international. Dès lors, les mesures qu'il prétendit imposer, notamment la transformation du Nigeria en un état unitaire avec un « pouvoir fort » à sa tête, devaient se briser contre la résistance des féodaux nordistes.

Le 29 juillet, un deuxième coup d'état militaire éclatait. Le général Ironsi était assassiné à son tour et remplacé par son propre chef d'état major, le colonel Gowon. En fait, l'éclatement de la fédération était dès lors consommé. Chacune des quatre régions avait à sa tête un gouverneur militaire sur lequel l'autorité du colonel Gowon restait purement nominale.

Pour les féodaux du Nord, le deuxième coup d'Etat fut le signe de la vengeance. Ils pouvaient s'appuyer sur le fanatisme savamment entretenu des paysans haoussas, pour qui l'assassinat de leurs anciens chefs au début de l'année était apparu comme une offense raciale. Dans toute la province du Nord, ce furent alors de véritables pogromes contre les minorités sudistes, constituées surtout par des Ibos, et d'autant plus détestées qu'elles y représentaient la main-d'œuvre la plus qualifiée, le niveau de vie le plus élevé, en même temps qu'une race et qu'une religion différentes. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent massacrés, dépecés, brûlés dans l'incendie de leurs maisons. Des dizaines et des dizaines de milliers s'enfuirent en abandonnant tous leurs biens pour trouver refuge dans la province orientale.

Cependant, tandis que les autorités de Lagos, autour du colonel Gowon, s'efforçaient de maintenir la fédération, les autorités de l'Est organisaient à Enougou la défense contre une éventuelle invasion haoussa.

Le lieutenant-colonel Ojukwu, diplômé d'Oxford, est certes, un représentant de la grande bourgeoisie. Des capitalistes étrangers peuvent certes, se réjouir de la sécession d'une province, la plus riche et la plus avancée, où se trouve précisément l'exploitation pétrolière. Mais il est incontestable que les masses populaires Ibos sont favorables à l'indépendance et que le peuple yorouba n'est pas non plus disposé à se battre pour les féodaux du Nord. Il est souhaitable, dans l'intérêt de leur développement mutuel, qu'une collaboration soit maintenue entre les « provinces », mais les choses ne peuvent plus se passer comme si les massacres n'avaient pas eu lieu dans le Nord.

Dans cette région comme dans bien d'autres, les implications internationales des problèmes ne coïncident pas toujours avec leur réalité locale et les interventions de l'extérieur ne contribuent guère à leur solution. □

(1) L'usage s'est établi de dire Nigéria pour les habitants du Nigeria, et Nigier pour les habitants du Niger.



**Caraïbes**

## Eden ou cauchemar antillais

Fred Hermantin

*Nos camarades guadeloupéens, après les sanglants événements de Pointe-à-Pitre, nous adressent cet article expliquant la situation économique d'un "département" français oublié dans la mer des Caraïbes. Situation explosive que la Métropole ignore trop souvent. La semaine prochaine, Michel Joch, qui revient d'un voyage aux Antilles, dressera le tableau politique dans ces îles, restes éparpillés d'un colonialisme qui tente de se camoufler sous la formule de la départementalisation. — T.S.*

Les 26 et 27 mai derniers, à la suite d'une manifestation organisée à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) par les ouvriers du bâtiment, les forces de l'ordre sont intervenues. Le bilan de cette confrontation est lourd : sept morts et des dizaines de blessés.

Il y a peu de temps, à Saint-Nazaire et à Nantes, des grèves ont duré plusieurs semaines, pendant lesquelles les ouvriers français étaient régulièrement « au contact » des C.R.S. : il n'y eut pas de victimes à déplorer. Ce dénouement pacifique est heureux pour ces grévistes.

Mais, ce simple rapprochement témoigne du caractère très spécial du comportement des forces de l'ordre dans ces derniers vestiges coloniaux que sont les D.O.M. Il est constant que la police ou les C.R.S. ne manifestent pas de tendresse particulière pour des manifestants, qu'ils soient de Paris ou de Marseille. C'est la règle du jeu. Mais, ces échauffourées se déroulent suivant le ballet classique de coups de pèlerines ou de matraques généreusement octroyés. Sur ces limites tacitement respectées, la grève et l'ordre s'observent. Au-delà, c'est le domaine d'exception — c'est un no man's land dans lequel on ne s'aventure pas. Autrement, c'est Charonne et ses morts.

Or, ces récents événements de Pointe-à-Pitre démontrent que la plupart des grèves et manifestations Outre-Mer sont autant de Charonne, et l'on en vient à se demander sur quelles perspectives peuvent déboucher ces sanglantes confrontations...

### Des économies au passé

Une littérature facile et un exotisme à bon marché continuent à présenter les Antilles comme un perpétuel Eden.

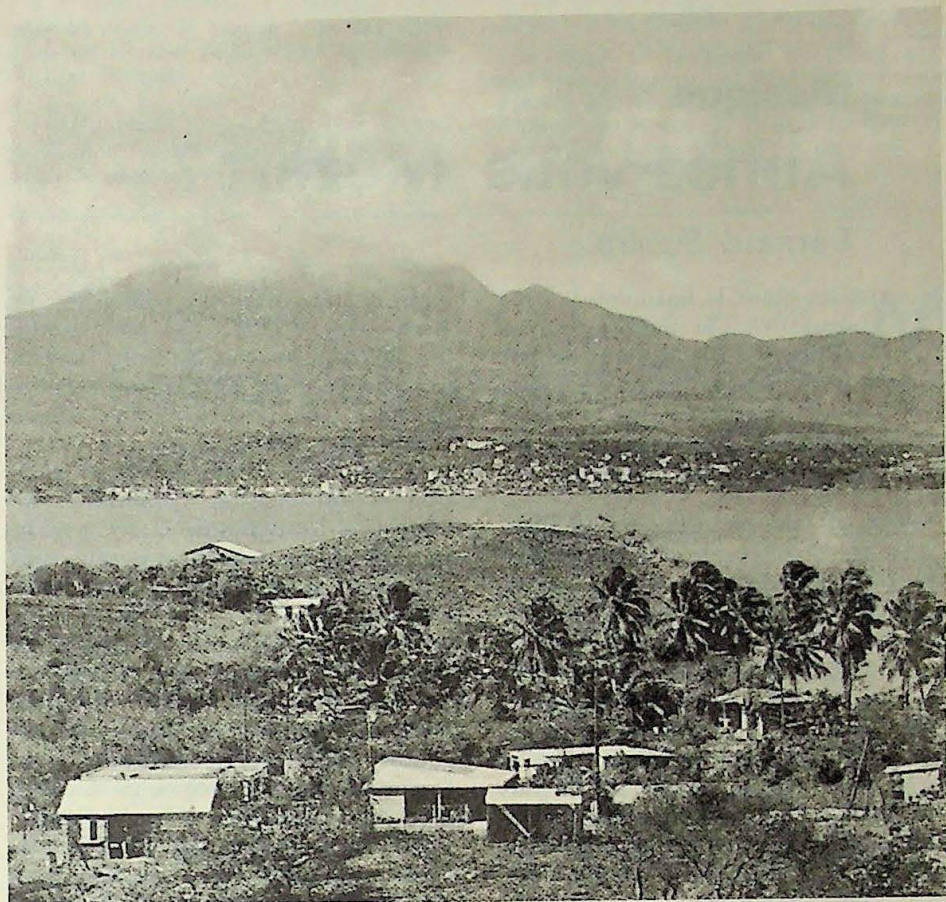
Or, ces prétendus paradis détiennent les records peu enviables de se trouver dans le peloton de tête des populations mondiales, en ce qui concerne le taux de natalité, la den-

sité démographique et le quotient de fécondité. Pour une population guadeloupéenne de 275.000 habitants, l'excédent annuel des naissances sur les décès est de huit mille, ce qui à court terme signifie que dans vingt ans, cette population aura doublé. Vingt-cinq pour cent de la population est âgé de moins de 25 ans. Or, cette véritable explosion démographique se déroule sur de minuscules rochers : la Guadeloupe tiendrait dans un carré de 42 km de côté, la Martinique est encore plus exiguë.

Dans cet archipel, à vocation essentiellement agricole, la canne à sucre et la banane — en un mot, toute l'économie — est à la merci d'un coup de vent, et l'on sait la fréquence des cyclones dans cette région tropicale. A elle seule, la Guadeloupe a subi trois ouragans au cours des récentes dernières années. Plantations ravagées, bananeraies détruites, champs de cannes dévastés, tel est le bilan fréquent qui s'inscrit au passif de ces économies... Si l'on y ajoute que la terre appartient à quelques grandes familles et à d'importantes sociétés sucrières, le tableau est complet d'une population pauvre dominée par la collusion entre quelques riches familles de blancs créoles et l'Administration...

Chômage, sous-emploi, paupérisation, telles sont les conséquences de cette situation explosive où chaque jour se creusent de plus en plus les fossés entre les nantis, retranchés dans leur opulence, et les indigènes. Schéma classique d'une société coloniale qui, par tous les moyens, tente de perpétuer un statu quo dont elle tient ses privilèges...

Ne pouvant sur place résoudre tous ces problèmes de chômage et de sous-emploi, le Gouvernement a instauré une politique systématique d'émigration : chaque année, 5.000 à 7.000 Antillais s'expatrient pour venir se joindre aux "soutiers" de l'Europe, et gonfler les bidonvilles. Ils occupent ces petits emplois, ils acceptent ces petits salaires que refuse l'ouvrier français. Il y a un siècle,



Des vents castristes y soufflent.

leurs ancêtres esclaves travaillaient gratuitement sur les plantations de cannes. De nos jours, ces ouvriers et ces émigrés travaillent pour les salaires que l'on sait aux Antilles et en Europe. Comme on voit, rien ou presque, n'a changé...

### L'impasse

Cet immobilisme social est identique dans le domaine politique.

Pendant un siècle, de l'abolition de l'esclavage en 1848, jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, ces D.O.M. jouissaient du statut de « vieilles colonies », officiellement privilégiées par rapport aux autres territoires de l'empire colonial, mais, en fait, livrées comme eux à la discrimination et au colonialisme.

En 1945-46, intervinrent les textes dits d'assimilation qui faisaient de ces territoires de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des départements dont le régime administratif politique devait être identique à ceux du Finistère ou de la Gironde. La vérité oblige à reconnaître que ces mesures demandées par les populations furent accueillies avec enthousiasme : enfin, pensaient-elles, l'ère coloniale était terminée, une ère nouvelle commençait. Depuis vingt ans ont passé. L'expérience pratique de cette période démontre que cette politique, initialement inspirée d'idées généreuses, ne fut pas appliquée ou le fut, à contre temps ou partiellement.

De nos jours, ces D.O.M. sont dotés d'un régime bâtard qui se caractérise surtout par le clivage entre diverses classes de population, par un niveau

de vie extrêmement bas, par une fraude électorale régulièrement pratiquée. Là aussi, rien n'a changé.

Telles sont, schématiquement exposées, les composantes de ce problème antillais, qui de temps à autre, à la recherche de vaines soupapes de sûreté, finit par exploser, lors d'émeutes, comme de celle de Basse-Terre en mars 1967, ou de Pointe-à-Pitre... Personne ne peut lucidement affirmer que de tels événements ne se reproduiront pas, dans la mesure où rien ne sera fait, pour résoudre ces problèmes politiques et sociaux.

Dans un siècle qui est celui de la décolonisation, dans cet archipel caraïbe, psychologiquement dominé par l'exemple castriste, il ne peut être question de maintenir des structures périmées. Par ailleurs, l'existence des îles, l'inquiétante proximité des États-Unis, font que certaines solutions aventuristes ne sauraient convenir.

Tenant compte de ces données, une formule d'autonomie (Assemblée législative locale responsable devant un exécutif local, maintien dans l'ensemble français) devrait pouvoir résoudre ces problèmes.

Mais, autrement, répondre par des balles à des réclamations de grévistes, offrir « le plomb » à ceux qui demandent du « pain », n'aboutit qu'à attiser les passions et à acculer au désespoir. Ces récents événements de Pointe-à-Pitre démontrent l'urgence d'une solution. Attendre davantage et maintenir le statu quo réserveraient de sombres lendemains. Est-ce l'intérêt des Antilles et des D.O.M. ? Est-ce l'intérêt de la France ? □



## Musique

## Aimez-vous Mozart ?

Bernard Sizaïre

Mozart étant le musicien le plus enregistré, j'ai opéré parmi les milliers de disques qui lui ont été consacrés une sélection fondée à la fois sur l'importance de l'œuvre et sur la qualité de l'interprétation qui peut révéler des œuvres dites mineures.

*Musique de chambre.* — L'intégrale des quatuors à cordes par Barchett (3 albums Pathé Vox) est estimable mais n'a pas la résonance du disque réalisé par le quatuor danois (Valois) qui vient de se confirmer comme l'interprète idéal de cette musique avec 3 disques de quatuors pour flûte, piano et surtout le quintette avec clarinette où G. Deplus éclaire cette partition par un jeu renouvelant complètement les possibilités de l'instrument (Valois).

*Musique pour piano.* Le nom de Walter Gieseking s'impose avec son intégrale de 11 disques (Columbia) qui sera prochainement vendu séparément en collection économique. Miracle d'équilibre et de transparence.

A des titres divers les 7 derniers des 27 concertos pour piano doivent être entendus. Ils recèlent tous des merveilles. Moins n'en déplaît aux fanatiques de la stéréo, ce sont surtout les versions anciennes, voire les repiquages qui offriront les plus grandes joies : avec W. Gieseking (Columbia) Edwin Fisher et Arthur Schnabel (*Voix de son Maître*) nous avons l'art le plus difficile et le plus sobre où chaque note atteint son plein coefficient incantatoire. Récemment Y. Menuhin a dirigé une excellente version des concertos pour 2 et 3 pianos, équilibré et d'un beau style mozartien (V.S.M.).

*Concertos divers.* — Si les concertos pour violon restent des œuvres de jeunesse, leurs andantes sont parmi les plus tendrement poétiques que Mozart ait jamais écrits. Il y a là le miracle d'une rencontre entre un musicien et son violoniste idéal : Arthur Grumiaux (Philips).

Le génie mozartien souffle modérément dans les concertos pour cor, mais le talent exceptionnel du corniste français G. Barbotou leur rend toute justice (Critère).

Le Chant Funèbre de Mozart, c'est le concerto pour clarinette, composé deux mois avant sa mort. Il faut entendre la sublime mélodie de l'Adagio dans la vieille version de M. Hewitt (Discophiles), mais on peut aussi recommander la récente interprétation de J. Brymer, dirigée par Colin Davis, jeune chef anglais de bonne tradition qui inscrit au verso l'aimable concerto pour flûte et harpe (Philips).

*Symphonies.* — Les dernières sont les plus fortes et les plus belles. Des dernières versions, aucune ne rend totalement justice à Mozart. On peut

admirer la robuste solennité de Klemperer (U.S.M.), on peut goûter les délicatesses de Maazel, ciselant avec un rien de maniérisme certains passages sans imposer une vision d'ensemble (Philips).

Signalons pourtant une interprétation exceptionnelle, dynamique, cohérente et musclée de la 39<sup>e</sup> par Istvan Kervetz, chef hongrois que Salzbourg a justement adopté (Decca).

*Musique religieuse.* — Le Messe en Ut mineur peut être considérée avec le Requiem comme la plus belle de Mozart qui, venant de découvrir Bach et Haendel, tente d'intégrer leur sévère leçon au langage moderne. L'ampleur chorale et symphonique n'étouffe pas plus le sentiment religieux que la beauté quasi théâtrale de certains arias. Belle interprétation de W. Gonnemann (U.S.M.).

Le Diès Irae du Requiem, chant du cygne qui mourut sur ses lèvres, préfigure les orages romantiques d'un Berlioz ou d'un Verdi. Karl Richter, avec la plus lumineuse des chorales, a su concilier l'âme mozartienne avec la respiration de Bach que Mozart aimait tant (Telefunken).

*Opéras.* — C'est là qu'éclate au plus haut point le génie de Mozart, dans la richesse et la vivacité des ensembles, dans la précision de l'orchestre qui crée en quelques mesures un impalpable climat, dans la variété et l'expressivité des personnages.

Le Don Giovanni récemment enregistré par Klemperer est très controversé. Il est en effet reproché au grand chef d'orchestre d'avoir négligé l'aspect comique de l'opéra et de l'avoir alourdi. Il est évident que Klemperer a une conception romantique de Don Giovanni qui devient sous sa baguette une grand symphonie dramatique. Mais cette conception, qui n'a pas toujours été bien comprise par les chanteurs, s'impose dès l'ouverture puissante et sombre et se justifie pleinement dans la mort de Don Juan : toutes les puissances célestes et souterraines y sont présentes, et Franz Crass, bouleversant commandeur, fait retentir, comme nul autre, le mystérieux appel de la grâce (U.S.M.).

*Curiosités.* — Les pièces pour orgue dans un enregistrement d'une exceptionnelle qualité technique (Charlin). Vêpres et Kyrie écrits entre 20 et 25 ans, annonciatrices des grandes œuvres lyriques et religieuses des dernières années (Charlin). La Musique Maçonique : Mozart militant du siècle des lumières (Philips). Préludes et Fugues, transcription d'œuvres de Bach pour trio à cordes : Emouvante rencontre des deux grands (Critères). □

## Livres

## Le socialisme français et le pouvoir

Maurice Combes

Alors que la gauche française peut espérer raisonnablement occuper le pouvoir dans un nombre restreint d'années, il est du plus grand intérêt de s'interroger sur ce que fut dans le passé l'attitude des partis socialistes en face du pouvoir, sur l'évolution qui les a conduit peu à peu à en revendiquer l'exercice. C'est ce que font avec beaucoup d'érudition et de conscience Michelle Perrot — pour les socialistes français d'avant la première guerre mondiale (1871-1914) — et Annie Kriegel pour les communistes (de 1920 à aujourd'hui) (1).

## Jaurès précurseur.

Michelle Perrot retrace l'histoire des prises de position doctrinales et politiques, des conflits de tendance qui marquèrent l'histoire du socialisme français jusqu'en 1914.

Elle montre comment ce dernier, reconstitué après la Commune (Congrès de Marseille en 1879), se séparait peu à l'origine des anarchistes dans son attente de la « catastrophe » révolutionnaire et dans son apparition totale à l'Etat bourgeois. Cela était vrai aussi bien pour les guesdistes — qui connaissaient mal le marxisme — que pour les blanquistes et les allemanistes. Une exception : les possibilistes qui se proclament ouvertement réformistes et optent résolument pour les voies légales, celles du suffrage universel : « la conquête des municipalités, de la Chambre des députés et, pour finir, du gouvernement... Vous voyez comme c'est simple » disait leur chef Paul Brousse.

Cependant, ayant conquis des municipalités et fait élire des députés, les dirigeants du Parti Ouvrier Français, sans renoncer en principe à l'action révolutionnaire, se rapprochaient peu à peu de cette conception : qu'il s'agisse de Jules Guesde lui-même, de Paul Lafargue (un moment tenté par le boulangisme), de Vaillant, actif conseiller municipal de Paris. Ils professaient même un patriotisme ombrageux qui tournait au chauvinisme (le mollétisme reprit plus tard cette tradition) et qui préfigurait leur participation aux gouvernements « d'union sacrée ».

Jaurès par contre — qui avait soutenu Millerand lors de son entrée dans le cabinet Waldeck-Rousseau — évoluait du républicanisme « avancé » au socialisme (comme plus tard Mendès France) et tenta de se rapprocher de la C.G.T. encore imprégnée de l'esprit du syndicalisme révolutionnaire. Ayant accepté toutes les conditions des guesdistes pour

réaliser l'unité socialiste, Jaurès n'en exerçait pas moins une influence de plus en plus grande sur la S.F.I.O. en voie d'expansion. Peu soucieux d'accepter le modèle théorique de la sociale-démocratie allemande (qu'admirait tant Engels mais où le révisionnisme de Bernstein s'opposait à l'orthodoxie de Kautsky), le directeur de « l'Humanité » était à la recherche de voies nouvelles. Il écrivait par exemple en 1910 : « L'Etat n'exprime pas une classe. Il exprime le rapport des classes, je veux dire le rapport de leurs forces ». C'était déjà justifier la théorie sur l'exercice du pouvoir que devait soutenir Léon Blum (tout en continuant à l'opposer de façon abstraite à la conquête du pouvoir).

Aussi bien, Michelle Perrot a raison d'écrire : « L'évolution du socialisme ne doit pas, à notre sens, être interprétée comme une trahison, ni même comme une démission ; mais comme la difficile quête d'une solution à un problème qui est le nôtre et que nous n'avons pas davantage résolu : celui des possibilités du socialisme dans les sociétés industrielles ».

## L'évolution des communistes.

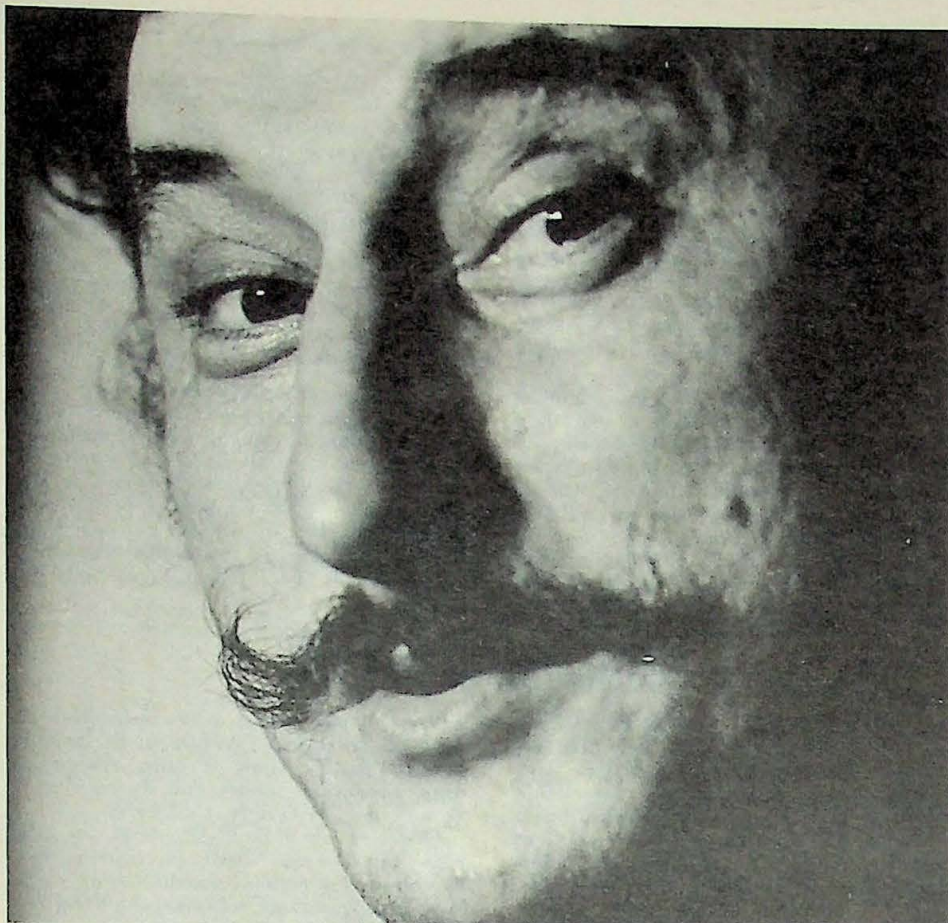
C'est précisément ce problème que rencontrent aussi les communistes qui avaient prétendu fonder un mouvement en rupture totale avec l'ordre établi. A vrai dire, s'il renouait ainsi avec la tradition révolutionnaire française, le communisme dans notre pays — note Annie Kriegel — « est le produit spécifique et original d'une greffe : la greffe du bolchevisme russe sur le corps du socialisme français à dominante jaurésienne ».

Le Front Populaire lui-même n'a pas marqué une évolution décisive dans le sens du réformisme, ce qui aurait pu être le cas si l'expérience s'était avérée durable. Annie Kriegel montre d'ailleurs « les précautions » prises pour qu'il n'en soit pas ainsi (notamment la non-participation au gouvernement Blum) et analyse de façon magistrale les raisons de ce « tournant » qui n'empêcha pas un retour au sectarisme motivé par des considérations de tactique internationale. Il en fut de même plus tard après l'expérience du « tripartisme ».

Au terme de son essai riche en observations, l'auteur souhaite « une alliance des forces socialistes d'âge, d'expérience et de doctrine multiple ». □

(1) E.D.I. édité : 29, rue Descartes, Paris (5<sup>e</sup>) : 11,50 F.





« L'important c'est Liberté, Egalité, Fraternité... »

## Théâtre

# Le tribunal de Gatti

Claude Glayman

Si avec « *V comme Vietnam* » Gatti se fait plus simple, plus dépouillé, plus sec, sa pièce, comme les précédentes, se décompose en autant d'éclats de réalité reflétant une parcelle de l'image globale. Mais, à la différence de précédemment, chacun de ces éclats prend valeur d'une petite séquence didactique où l'humour et l'humble émotion filtrent avec une efficacité discrète et percutante.

Sur un plan, le Pentagone hypnotisé par son ordinateur géant et démentiel, « la châtaigne », dirigé par un homme fait d'équations et de chiffres « la quadrature » (alias Mac Namara) sous les ordres de Megashériff. Sur un autre plan, la guerre horrible et éternelle en terre indochinoise : paysans, femmes, soldats, expriment un héroïsme quotidien, cette banalité n'est autre que la révolution. Et puis, les deux plans interfèrent, au Pentagone l'ordinateur peut tout sauf de rectifier les questions qui lui sont posées, du coup les personnages vietnamiens font irruption sur la scène même du Pentagone, ils ont détraqué la machine. Le Pentagone avait tout prévu sauf de remettre en question le sens même de la guerre qu'il mène.

La pièce de Gatti aboutit à dénoncer le non-sens de la technique niée

par l'homme aux mains presque nues, les ordinateurs ne peuvent avoir raison des guerilleros.

La guerre du Vietnam saurait-elle se résumer à cette seule dimension ; irait-on réclamer de Gatti qu'il aborde en deux heures *tout le Vietnam*. Quoi qu'il en soit, il est certain que le déroulement dramatique de l'œuvre est finalement trop rivé à la volonté de démonstration. Celle-ci est probante mais laisse la matière générale inachevée, d'autant que le lyrisme habituel de Gatti a ici cédé la place à une expression sévèrement contrôlée.

On dirait qu'il nous manque un prolongement épique auquel le « US » de Peter Brook avait, semblait-il, recours d'après ce que nous ont confirmé des spectateurs londoniens.

*V* nous atteint comme une œuvre dont on n'aurait pas exploité toutes les virtualités ; mais dont la partie visible nous confirme que nous tenons en Gatti l'un des dramaturges les plus en forme. La représentation du Grenier de Toulouse s'inscrit assez bien dans la ligne de cette virtualité. Remercions le « Collectif Intersyndical Universitaire » d'avoir fait appel à Gatti. Voilà un mécano bien conçu et qui devrait jouer comme un précédent !

« *V comme Vietnam* » d'Armand Gatti, mise en scène de l'auteur avec les comédiens du Grenier de Toulouse au Théâtre de l'Est Parisien.

*V* est publié dans une nouvelle collection du Seuil au prix modique de 3 F, qui annonce la parution de « *Monsieur Fugue ou*

*le mal de terre* » de Liliane Atlan que vient de monter la Comédie de Saint-Etienne.

● Signalons également que Gatti s'est directement inspiré des deux ouvrages suivants : W. Burchett : « *La seconde résistance* » - Gallimard, 15 F, et l'excellent reportage de Marcel Giuglaris : « *Le jour de l'escalade* » - Gallimard 13 F.

## Chansons

# Lafforgue notre frère

Stéphane Pilliet

Il y a un peu plus de deux semaines, tu partais pour Albi afin de tourner un feuilleton pour la télé ; samedi dernier, profitant de quelques heures de répit, tu envisageais de rejoindre Sète, le pays de Brassens ; c'est alors que la route fit de toi une de ses victimes et qu'aujourd'hui nous sommes nombreux à avoir le cœur bien serré.

Arrivé en France avec le flot des réfugiés espagnols durant la guerre civile, René-Louis Lafforgue devint vite un « affreux Jojo » de la banlieue parisienne où ses parents avaient trouvé un gîte. Poulbot de Cachan, il n'avait jamais pardonné à Franco, et après avoir commencé à « faire du théâtre » avec Dullin, il s'était lancé dans la chanson, toujours prêt à prendre le parti de l'opprimé contre l'injustice ; pour s'en convaincre, il suffit de réentendre « La guitare espagnole », « Made in U.S.A. », « Les enfants d'Auschwitz »...

Sans doute ces refrains n'ont-ils jamais obtenu le succès connu en 1954 avec « *Julie la Rousse* » ; mais ne s'étant jamais contenté des succès faciles vers lesquels son tempérament de batteur plein de gouaille l'entraînait, René-Louis Lafforgue était parvenu à se faire une place à part dans le monde de la chanson.

L'idée qu'il se faisait de son métier, son caractère peu accommodant

pour le compromis, ne lui avaient pas permis d'être bien en cour auprès des grands commerçants du disque... cela explique le peu d'empressement des programmeurs à le faire entendre sur les ondes.

Pour éviter les « démarches déshonorantes » il avait ouvert son propre cabaret « L'École Buissonnière » où de nombreux jeunes auteurs compositeurs sont venus « se faire les dents » sur le public que Lafforgue attirait.

Il avait également créé sa marque de disques : les Editions du Tournesol, dont les enregistrements sont actuellement distribués par le « Chant du Monde ».

En dehors du spectacle, Lafforgue n'hésita jamais à militer au côté des forces de gauche, que ce soit durant la guerre d'Algérie, pour la paix au Vietnam, en passant par le Mouvement pour l'Unité de la Gauche.

Avec René-Louis Lafforgue, nous venons de perdre un artiste, un ami et un camarade. □

### Discographie :

*Tous les succès de Lafforgue*  
Un disque 33 t. 30 cm LOX-S 4332  
*Les chansons de 1936*  
Un disque 45 t. EP45 3246  
*Les chansons récentes*  
Trois disques 45 t. 3239-3244-3252  
Editions du Tournesol, distribué par le Chant du Monde.

## Semaine T.V.

LE DUEL. Ferrari-Ford. Qui remportera la manche cette fois-ci ? En tout cas, tout est prêt aux « 24 h du Mans » pour satisfaire les amateurs de sport automobile. 5 caméras aux tribunes, 2 dans les lignes droites, 3 au Tertre rouge, etc. (nombreuses retransmissions 10 et 11 juin, 1<sup>re</sup> chaîne).

7<sup>e</sup> ART. La veine sociale de John Ford. « *Quelle était verte ma vallée* ». La vie des mineurs gallois. Avec Maureen O'Hara, (11 juin, 2<sup>e</sup> chaîne, 14 h 30).

Un peu poussiéreux cet « *Hôtel du Nord* ». A voir cependant pour l'extraordinaire duo Arletty-Louis Jouvet et pour... l'atmosphère ! (12 juin, 2<sup>e</sup> chaîne, 20 h 35).

La résistance italienne vue par un cinéaste brechtien. « *Le Terroriste* » de Gian Franco de Bosie. A ne manquer sous aucun prétexte. (14 juin, 2<sup>e</sup> chaîne, 20 h 30).

G. COMME GATTI. Portrait de l'auteur de « *Chant public devant deux chaises électriques* », du réalisateur de « *L'Enclos* ». Avec des extraits de « *Chronique d'une planète provisoire* » et de « *V comme Vietnam* ». (16 juin, 2<sup>e</sup> chaîne, 20 h 30).

## Festival du Marais

Du 31 mai au 5 juillet se déroulera le plus riche festival de Paris dans le plus pittoresque de ses quartiers.

D'un programme très copieux nous retiendrons particulièrement :

— Antigone dans l'adaptation de Brecht et la mise en scène de Jean Tasso (28-29-30/6 - 13-4/7).

— Appolo et Hyacinthe composé par un Mozart de 11 ans sur commande d'un collège de Jésuites pour sa distribution de prix (13-14-15-16-17 juin - *Création à Paris*).

— La Passion selon St-Luc de Telemann dont ce sera la création à Paris le 26-6.

— Un hommage pour les 85 ans de Stravinsky (2/6).

— Un concert de musique concrète et électronique (22/6).

(Places de 8 à 35 F. Réduction pour les étudiants. S'adresser à la Maison du Festival, 44, rue François-Miron (4<sup>e</sup>). Tél. 887-74-31).



## TEXTE N° 1

Dès maintenant il est clair qu'une large majorité se dégagera au Congrès national pour refuser de dire « non » à la discussion et aux initiatives proposées par le texte 1. Comment imaginer par exemple que des Comités P.S.U.-F.G.D.S. tels que les propose le texte 3 pourraient se constituer à la base sans qu'intervienne un accord national ? En ne précisant pas les conditions d'une telle discussion, le texte 3, s'il était suivi, aurait pour effet de donner un chèque en blanc à la future direction. Tous les efforts des camarades signataires du texte 1 depuis l'ouverture du débat dans le parti ont eu pour but au contraire de définir de plus en plus nettement les condi-

tions de la discussion. Dans cet esprit les signataires du texte 1 indiquent qu'ils conviennent de considérer comme amendements à ce texte les documents parus dans T. S. : « Qu'est-ce que l'association ? » (n° 329), page 15) et « Pour que le P.S.U. joue son rôle » (n° 330, page 10).

Il va de soi qu'il appartient aux sections et fédérations, une fois admis le principe de nos propositions qui n'est plus guère mis en doute, de procéder jusqu'à la tenue du Congrès à ce travail d'amendement et de complément. C'est de cette façon qu'un mandat précis et démocratique pourra être donné par le Congrès. □

## TEXTE N° 1 : PRENDRE L'INITIATIVE

Le deuxième texte lui-même constate : « Le progrès que la gauche unie vient de marquer contre la régime gaulliste est le fait dominant de la présente période. » Ce fait dominant, conséquence d'une unité que nous avons prévue et souhaitée, crée une situation politique nouvelle qui met à l'ordre du jour l'exercice du pouvoir par la gauche.

Pour que cette prochaine victoire ne devienne pas une immense déception et au contraire ouvre la voie du socialisme, tout et tout de suite doit être mis en œuvre.

Les électeurs comme l'opinion souhaitent la simplification et l'unité. Une situation nouvelle est donc créée qui paradoxalement exigerait un développement du courant unitaire et novateur que représente le P.S.U., alors qu'elle tend à minimiser aux yeux de l'opinion l'importance politique de notre parti.

Le deuxième texte ne propose aucune solution nouvelle, ce qui revient à admettre le déperissement de notre influence, et à nous contenter de déclarations politiques sans écho, de colloques, plans, programmes qui seraient certes utiles s'ils se prolongeaient dans l'action politique et s'ils prenaient toujours comme base l'intérêt de classe des travailleurs.

Le premier texte avance deux propositions nouvelles :

D'abord tout en continuant l'action pour l'unité et le programme commun, faire un pas de plus en proposant une confédération de toute la gauche, P.C.F. compris. L'unité organique est irréalisable encore aujourd'hui mais des structures confédérales souples pourraient associer toute la gauche en ménageant la personnalité des différents partis.

Le P.C.F. est souvent proche de nous, mais sa structure centralisée, son refus du pluralisme ne permet pas d'envisager actuellement une quelconque association. Nous ne pourrions agir sur son évolution que de

l'extérieur et notre action sur lui sera fonction de notre possibilité d'influencer le reste de la gauche et de modifier le rapport des forces au sein de cette dernière.

La Fédération, dont certains prévoient la faillite reste la deuxième force importante de la gauche, la plus incertaine aussi, bien que sans elle la victoire soit impossible dans la période actuelle, au moment où justement la question de la succession du gaullisme est posée. Certains de ses éléments sont proches de nous, d'autres nous sont hostiles. La grande masse reste à gagner à l'unité et au socialisme.

Le problème, même en dehors de notre volonté, est posé, le nier n'est pas le résoudre, le non a priori n'est pas une attitude politique. Il ne s'agit pas de refaire la S.F.I.O., personne au P.S.U. n'est prêt à fondre le parti dans une organisation plus ou moins centralisée. Il n'est pas non plus question que le Congrès décide de l'adhésion ou de l'association à la Fédération, seul un Congrès extraordinaire, prévu par les deux textes, pourrait en décider.

La Fédération nous propose de rechercher une association de nos organisations, l'opinion de gauche le souhaite, l'intérêt de la gauche unie nous y pousse, mais il reste que seuls des pourparlers officiels et publics pourront déterminer si les conditions de cette union sont ou non réalisées.

La tâche principale de notre Congrès devrait être de préciser ces conditions !

Si la discussion avec la Fédération dégageait la possibilité d'une association de nos organisations, cela signifierait que l'unité et le renouveau ont avancé, que la confédération de la gauche est déjà préfigurée, la victoire plus assurée.

Si l'accord est impossible, les positions inconciliables, la démonstration sera faite de la nécessité de continuer à agir seulement par nous-mêmes.

Marcel PENIN (Gard).

## DECLARATION EN FAVEUR DU TEXTE N° 1

De nombreux camarades argumentent leur opposition à tout rapprochement avec la F.G.D.S. en s'appuyant sur le programme présenté l'an dernier par celle-ci et pour lequel, le jugeant mauvais, ils trouvent une abondante moisson de qualificatifs.

J'ai la faiblesse de penser que c'est encore dans nos propositions que se trouvent le plus de choses sérieuses et à partir de là, après avoir noté les convergences, je suis intéressé en bon militant par l'élaboration du programme commun et la manière dont nous pourrions y participer pour faire avancer nos objectifs.

Notre influence sera réelle dans la mesure où nous nous insérons dans le courant unitaire qui se développe progressivement et que trop de camarades négligent. N'est-il pas paradoxal de voir ceux qui les premiers, et sans relâche durant des années, ont réclamé le rapprochement entre les communistes et le reste de la Gauche faire à tout moment la « fine bouche », et subir les événements comme à regret ?

Est-il sérieux de penser que nous sommes les seuls à préparer l'alternative au Gaullisme, et que les autres ne travaillent pas eux aussi en tenant compte des ensei-

gnements du Passé et de la réalité d'aujourd'hui ? Est-il sérieux de tenir le pari qu'ils ne pourront y parvenir ? J'ajoute que dans un contexte d'agitation et de luttes syndicales menées dans l'unité le programme commun peut très bien se « gau-chir » sans nous.

— Nous venons d'accumuler en deux ans une série appréciable d'erreurs politiques, tout ce que nous avons prévu comme étant irréalisable s'est en fin de compte réalisé, heureusement pour toute la Gauche.

Cela devrait nous inciter à plus de réalisme. Nombre de camarades ont parfaitement compris, mais d'autres semblent s'aveugler volontairement et attendre avec délectation le moment où une de leurs prévisions apocalyptiques s'avérera juste, sans réaliser que le P.S.U. n'en tirera aucun bénéfice et qu'il sombrera comme les autres dans le naufrage général.

A quoi peuvent ressembler ces admonestations, ces appréciations tranchées, ces griefs ressassés que l'on trouve dans tant de textes ? Avons-nous la vocation de l'insulteur qui du haut de son estrade examine la classe remuante et laborieuse en distribuant de temps à autre bons points et mau-

vaises notes avant d'envoyer au coin le mauvais élève ? De quel droit nous érigeons-nous en censeurs contemplatifs de toute la Gauche ? Nous avons raison de savoir ce que nous voudrions qu'elle soit, mais nous avons toujours tort de ne pas tenir compte de ce qu'elle est.

Des camarades vont jusqu'à déclarer que la classe ouvrière ne nous pardonnerait pas de nous associer avec certains hommes qui... etc... Militant dans les entreprises depuis vingt ans, j'ose douter de la valeur d'affirmations aussi définitives, qui traduisent une connaissance bien superficielle des réactions ouvrières.

Les travailleurs sont plus pragmatiques que nous, ils jugent de l'action politique et syndicale en fonction des problèmes de l'heure. De sorte qu'en l'instant c'est notre attitude qui est la moins comprise, comme le reconnaissent avec une douloureuse surprise les auteurs du texte 3.

J'espère que la voie du bon sens prévaut. Sinon, il nous faudra constater qu'il existe entre nous un divorce se situant au

## TEXTE N° 1 : ASSOCIATION ET COHESION

L'idée de dialogue avec la FGDS étant admissible par tous, et non bien sûr celle du ralliement, il peut être envisagé une coopération ou une association avec la FGDS. Et cependant certains diront qu'une association sans adhésion nous liera sans nous donner les avantages de l'adhésion à part entière. C'est en partie vrai. Mais il faut bien voir que cette position d'associé, à définir par un dialogue, nous donnera un gros avantage sur l'adhésion en nous laissant la liberté de continuer à travailler par des contacts fréquents et répétés autant avec le parti communiste

niveau de la conception de l'action politique.

Dans les entreprises nous avons déjà quelques groupuscules qui remplissent ce rôle. Par instant il arrive qu'ils disent de bonnes choses, mais ils sont parfois à la base des difficultés que connaissent les organisations syndicales, et le plus souvent ils prêchent dans le désert tout en prétextant exprimer la pensée profonde de la masse. Si telle est la vocation de certains camarades : grand bien leur fasse, ce n'est pas la nôtre. Notre souci essentiel demeure celui de pouvoir peser sur l'événement.

Un mot pour terminer sur le texte 3 qui vient de surgir et porte la signature de quelques amis de longue date. Conçu avec un apparent souci de préserver l'unité du Parti ce texte est générateur des plus graves confusions. S'il est maintenu, il risque d'empêcher que se dégage une majorité, ce qui créerait la pire des situations. Robert LUCENTE (Section d'entreprise Renault).

## TEXTE N° 2 : LE ROLE DU P.S.U. DANS LA GAUCHE

Certains reprochent au texte n° 2 d'enfermer le P.S.U. sur lui-même. Il permet au contraire de définir clairement le rôle du P.S.U. dans la gauche et vise à lui fournir les moyens de le jouer efficacement. Il envisage ainsi les relations du parti avec les autres organisations de gauche comme une conséquence, non comme un préalable. Deux écueils doivent être franchis à cet égard :

1. Depuis plus de 18 mois, les préoccupations électorales ont fait mettre l'accent sur les problèmes de relations et de coalitions. Or, ces relations n'ont pas de sens en elles-mêmes : elles traduisent une visée politique qui doit être aujourd'hui rappelée, précisée et appliquée.

2. Un petit parti se donne facilement une vocation « minoritaire » : témoigner d'un socialisme pur et dur face aux hommes qui recherchent le pouvoir. Or, nous devons au contraire travailler à la prise du pouvoir par la gauche, ce qui suppose sa cohésion, mais aussi sa cohérence. L'expérience naguère en France, dans d'autres pays aujourd'hui, montre qu'on ne peut dissocier le problème de la prise du pouvoir de celui de son orientation et de son contrôle. Certains pensent encore que la gauche peut attendre d'être au pouvoir pour définir une politique capable de l'y maintenir : ceci nous a conduit à l'opportunisme, au mollétisme. La gauche nouvelle se caractérise par le refus de cette attitude : si elle n'en tire pas les conséquences, elle cessera d'être nouvelle.

La gauche française connaît aujourd'hui une double division :

— une *division organique*, compensée par des ententes plus ou moins durables, plus ou moins profondes ;

— une *division politique* ou idéologique qui ne se confond plus avec la précédente.

Cette seconde division n'a cessé de s'accroître durant ces 20 dernières années (1947-67), en raison de l'évolution sociale et internationale. Le développement industriel, la sur-consommation, de nouveaux modes de vie, la poussée scolaire et tout aussi bien, la co-existence pacifique, la décolonisation et l'impérialisme américain ont transformé profondément mentalités, besoins, aspirations.

qu'avec la Fédération, à la constitution de cette gauche unie à l'avènement de laquelle le PSU pourra alors, et alors seulement, disparaître ayant atteint l'un de ses buts : l'union de TOUTE la GAUCHE.

L'Association à la FGDS devra en effet nous laisser cette liberté de manœuvre à l'occasion des actions communes de toute la gauche que nous continuerons à rechercher sur des objectifs politiques importants et ceci à tous les échelons du parti : section locale, fédération départementale, région ou plan national. Claude BEBON (Allier).

Les crises internes se sont ainsi ajoutées aux oppositions entre organisations, affaiblissant la gauche dans l'opinion et rendant plus difficile ou plus équivoque son arrivée au pouvoir.

Le besoin d'unité n'en devenait que plus fort, l'appel plus pressant. On le vit bien lors des élections présidentielles, où l'opinion se montra pour une large part plus soucieuse d'unité que de rigueur.

Dans de telles conditions, on comprend que les appareils en place prennent facilement le langage de l'unité : on y gagne le soutien de l'opinion et l'on replace le débat sur le seul terrain de la division organique. Les conflits proprement politiques passent ainsi au second plan.

A l'inverse des appareils ou des forces traditionnelles le P.S.U. a toujours pensé que la visée de l'unité organique suffirait d'abord la recherche de l'unité politique. Sans doute la gauche peut-elle utiliser la « dynamique de l'unité » lors des périodes électorales (car le gaullisme a habitué l'opinion à préférer la simplification), mais à condition qu'elle ne fasse pas perdre son sens à cette unité. Ce serait le cas si les divisions politiques ne paraissaient plus que des séquelles faciles à résorber. A peine la gauche « unie » serait-elle au pouvoir qu'elle ne pourrait que le laisser échapper, par ses propres déchirements, comme elle le fit jadis et naguère.

Il importe de rappeler ces évidences pour poser correctement le problème des regroupements et des relations entre partis de gauche :

— si le P.S.U. a pour seule mission de faciliter des rapprochements organiques, il est évident que son rôle s'achève : P.C. et F.G.D.S. discutent, se désistent réciproquement, présentent ensemble une motion de censure. Les militants du P.S.U., mission accomplie, doivent rejoindre l'une de ces deux forces et le texte n° 1 accorde une préférence à la F.G.D.S. parce qu'on y reconnaît le droit de tendance, les tendances des signataires étant elles-mêmes plus que différentes ;

— si le P.S.U. a pour tâche de vaincre les divisions politiques actuelles en facilitant la recherche d'un programme qui assure l'unité de la gauche dans ses composantes sociales (syndicats, jeunes) et politiques (partis, or-



ganisations de masse), et permette d'engager un processus irréversible de passage au socialisme, alors on voit bien que son rôle n'est pas encore terminé.

A cet égard, le problème n'est pas de forger une puissante organisation de masse comparable au P.C. par exemple, mais bien de créer une *force d'invention et d'intervention*. Un tel parti n'a évidemment pas sa fin en lui-même, mais dans l'unité politique capable de donner un sens aux rapprochements organiques indispensables à la victoire de la gauche.

Ce parti où le socialisme serait tout à la fois une idéologie, une politique et une pratique, doit développer et préciser ses relations avec les forces sociales et politiques qui aspirent au socialisme.

Sur ce point, le texte n° 2 indique une orientation claire : l'expérience des sections et des fédérations permettra sans doute de la concrétiser au moment du Congrès. Les remarques qui suivent correspondent à cet esprit :

1. Les divisions politiques de la gauche limitent considérablement les possibilités d'action commune. S'en tenir à la « plateforme » du minimum commun a encore moins de sens pour le P.S.U. que pour d'autres partis. Il faudra donc aboutir à *des actions où nos partenaires ne seront pas nécessairement les mêmes*. Nous retrouverons plus souvent les communistes sur le Vietnam, la F.G.D.S. sur les problèmes régionaux, des syndicalistes sur la politique sociale.

2. Entre le P.C. et la F.G.D.S., nous ne saurions choisir un allié privilégié sans aboutir aux pires confusions politiques. Devant l'opposition communistes-sociaux-démocrates, nous ne choisissons pas. Nous mettons précisément en cause les bases mêmes de cette opposition, en cherchant une issue non par un compromis, mais par la définition d'un socialisme qui corresponde aux exigences de notre société. Sans doute cette position est-elle difficile et inconfortable, mais elle est la seule possible, si le P.S.U. veut avoir un sens. Nous ne saurions non plus faire dépendre nos relations avec le P.C. de celles que la F.G.D.S. souhaite ou non entretenir avec lui

(quelle que soit la position du P.C. à cet égard) : engagés dans la délégation de la F.G.D.S., nous devons bien respecter la diplomatie que suppose toute négociation. Quel serait l'intérêt de tels entretiens pour le P.S.U. ?

3. Il existe au Parlement une délégation de la gauche. Au niveau local ou régional, des *comités de liaison de toute la gauche* sont également possibles, entre les élus ou les organisations (y compris les syndicats). Le P.S.U. aura sa place, jouera son rôle aux côtés du P.C. et de la F.G.D.S., comme il le joue au Parlement où l'appartenance à la F.G.D.S. a facilité sa représentation, tout en permettant sa liberté de vote et ses possibilités d'initiative (ce que ne permettrait plus une quelconque « association » malgré les illusions ou les promesses).

4. Pour des raisons internes ou internationales, le P.C. peut refuser telle position, telle tactique. Le P.S.U. ne saurait pour autant s'abstenir. Ce fut le problème des élections de mars où le P.C. avait refusé la candidature unique au premier tour. Ce sera peut-être celui d'autres consultations. Il est alors naturel que nous recherchions des *accords avec la seule F.G.D.S.* A une condition bien sûr : que les accords à court terme ne compromettent pas l'évolution de la gauche à plus long terme et ne mettent pas en cause l'existence du P.S.U. ni son impact sur l'opinion que nous estimons nécessaires pour cette évolution. Des rapports entre le P.S.U. et la F.G.D.S., comme entre le P.S.U. et le P.C. se développeront certainement dans d'autres domaines. Il s'agira alors de correspondre à la situation sans pour autant la figer.

Le gaullisme se divise, la gauche évolue. Il y a de nombreux motifs d'espoir et nous devons tout faire pour qu'ils ne préparent pas de futures déceptions. Il peut être utile de faire le point avant deux ans, en fixant dès maintenant des échéances. Mais dans tous les cas, il importe d'être clair : le problème des regroupements au sein de la gauche est fonction d'une évolution politique dont la rapidité et l'orientation dépendent largement de nos initiatives, donc de notre liberté d'action.

Robert CHAPUIS,  
Commission Exécutive de Paris.

Nous savons aussi que ce n'est pas un hasard si c'est nous qui avons posé ce problème. En vérité seule notre position non figée permettait de l'aborder.

Est-ce à dire, comme on le prétend, que nous ouvrons la porte aux « manœuvres » et à la confusion ? Nullement dans la mesure où nos propositions sont doublées des conditions déjà indiquées dans l'appel du texte n° 3 et qu'aucun de nous n'entend transgresser :

- Pas de discussion avec la F.G.D.S. sur les problèmes organiques, mais politique de coopération sur le plan de l'action et de la réflexion.

- Période d'un an dont la base du parti sera en priorité juge.

- Mise au travail effective du parti.

Il est bien entendu qu'à nos yeux la majorité de la future direction devra respecter scrupuleusement ces trois conditions ! □  
Roger BAUNEZ - Daniel FRACHON

## TEXTE N° 3 : UNE DEMARCHE POLITIQUE SERIEUSE

Si il est un mérite qui revient aux signataires du texte 3, c'est d'avoir fait prendre conscience aux rédacteurs des deux premiers textes, qu'il ne suffisait pas d'avoir raison, mais qu'il fallait encore en convaincre les autres. A travers les tribunes libres, les réunions de sections ou les assemblées fédérales, un dialogue se substitue progressivement au référendum du C.P.N.

Les représentants des courants 1 et 2, essayent de nous démontrer l'excellence de leur argumentation et la nécessité pour le parti de trancher sans plus attendre le différent qui les oppose. Ni les uns ni les autres ne disent mot des moyens qu'ils emploieraient pour réaliser leur politique sans le soutien d'une solide majorité.

Conscients de l'insuffisance de cette majorité, des camarades, quelle que soit leur option initiale, acceptent de prendre en considération les nouvelles propositions qui viennent de leur être faites.

Cette évolution des esprits tient aussi au fait que le parti dans son ensemble continue d'approuver l'analyse politique faite en 1961 au Congrès de Clichy, celle de l'alternative socialiste et du front socialiste. Seule une

petite minorité abandonne, sans l'exprimer au grand jour, cette analyse, et se rallie à la solution de l'alternative démocratique au régime, pendant qu'à l'opposé, un petit groupe cherche à imposer sa conception d'un parti de type révolutionnaire, volontariste, figé dans son intransigeance doctrinale. A ce niveau, le désaccord se situe plus à l'intérieur des courants 1 et 2 qu'entre eux.

Ce qui fait problème, c'est de déterminer la meilleure voie actuelle pour animer le courant du renouveau social, liste dont le P.S.U. est l'un des représentants.

C'est pour ces raisons que de nombreux camarades, tout en ayant présentement une appréciation différente des possibilités du P.S.U., acceptent de soumettre leur opinion au contrôle des faits. Ils acceptent cette idée fondamentale du texte 3 qu'aucune décision ne doit être arrachée à ce parti et qu'il importe, aussi bien pour nos sympathisants que pour nos militants, de démontrer publiquement la justesse de notre stratégie. □

Yves HERVOUET (Gironde).

## TEXTE N° 3 : POUR UN P.S.U. OUVERT ET PRET AU DIALOGUE

Le succès rencontré en province par l'orientation définie dans le Texte III est incontestable : dans la région Rhône-Alpes comme dans le Sud-Ouest, en Corrèze comme dans le Finistère, dans le Languedoc comme en Bourgogne ou dans la grande ceinture de la région parisienne.

J'y vois quatre raisons :

- son *souci unitaire* : empêcher que le parti ne se divise en deux moitiés, incapables de gouverner, mais faire en sorte que se dégage du Congrès une large majorité ;

- sa *précision* : les cinq propositions qu'il avance comme base d'accord au Congrès sont claires et précises et cela est si vrai que certains camarades les reprennent maintenant pour améliorer les autres textes ;

- son caractère *réaliste* : faire réaliser par le parti le maximum de ce qu'il peut faire, sans accepter qu'il se divise sur un pari concernant l'évolution future — en mal ou en bien — de la F.G.D.S. ;

- enfin, son inspiration *démocratique* : il confie à tout le parti, et non pas seulement à une délégation nationale, le soin d'apprécier dans l'action l'évolution des forces de gauche, notamment de la F.G.D.S.

Certains camarades, qui apprécient ces qualités, posent *trois questions complémentaires* : le parti ne risque-t-il pas d'être divisé en 3 plutôt qu'en 2 ? Qu'arrivera-t-il si la F.G.D.S. refuse les comités consultatifs que nous lui proposerons de constituer ? Pourquoi ne pas faire des amendements aux textes I ou II plutôt que de proposer un 3<sup>e</sup> texte ?

1) La volonté des auteurs du texte III est d'unir le parti pour aboutir au Congrès à une large majorité sur un texte clair. Il ne doit pas, en effet, y avoir 3 textes à l'issue du Congrès mais deux.

2) Pour manifester sa volonté d'ouverture au dialogue avec la F.G.D.S., le P.S.U. doit prendre l'initiative de proposer à celle-ci la constitution de comités consultatifs, où chacun garde bien sûr sa liberté de

décision et d'action. Cette ouverture est doublement nécessaire : pour répondre à l'attente de la grande masse de nos sympathisants, qui comprendraient mal que le P.S.U., promoteur de l'élargissement qu'est le Front Socialiste, répugne un dialogue actif avec la Fédération ; pour l'intérieur du parti aussi.

Alors, de deux choses l'une : ou bien ces comités sont acceptés, et les actions locales, les débats publics ou privés que nous proposerons nous permettront de tirer sur nos positions les fédérés de bonne volonté ; ou bien, dans d'autres localités, ces comités seront refusés, et il nous appartiendra d'en tirer le bénéfice devant l'opinion et certains fédérés de meilleure volonté, en soulignant où est le désir d'ouverture et où est le sectarisme. *A tout coup, le P.S.U. est gagnant.*

3) Il est significatif que les camarades qui se déclarent maintenant partisans d'ouvrir le texte II, en préparant des amendements tirés des propositions du texte III, aient « oublié » de le faire dans leur texte initial. Il est d'ailleurs à noter qu'ils ne reprennent pas toutes ces propositions, laissant parfois de côté celles qui sont les plus susceptibles de manifester la volonté d'ouverture du parti.

Il faut donc que jusqu'au Congrès et après le Congrès, les partisans résolus de l'ouverture s'emploient à convaincre ces camarades de la nécessité de cette attitude. Le moyen c'est de ne pas accepter que les propositions positives du texte III disparaissent au Congrès, *d'agir démocratiquement mais intensément pour qu'elles soient retenues dans la motion finale*, et d'élire à la direction du parti des camarades du texte III qui s'emploient à leur application.

Cette Tribune aurait pu être signée de bien des camarades de province qui l'ont approuvée ; mais les promoteurs des textes I et II refusant les signatures multiples de Tribunes libres, c'est la mienne qui sera donnée. Elle a une signification très collective, j'en puis témoigner. □

Michel POIRIER (Côte-d'Or)

## TEXTE N° 3 : UN CONTRAT, UNE DIRECTION

Tout le monde en parle, personne n'y fait ouvertement référence. C'est sans doute que le problème de la direction du parti n'est pas simple à exposer.

La très nette divergence politique qui oppose les texte n° 1 et n° 2, laisse à penser que leurs signataires réunis n'étaient pas en mesure de gérer efficacement le parti. Il n'y a là aucun procès d'intention mais une observation logique : un parti politique comme n'importe quelle autre entreprise a besoin pour le diriger d'une équipe d'hommes en accord au moins sur l'essentiel.

Ce qui nous amène à cette conclusion : quelle que soit la réponse politique qui se dégagera du V<sup>e</sup> congrès, le parti doit avoir à sa tête une majorité ayant passé accord sur un contrat précis dans ses grandes lignes et comptable devant le parti de son exécution.

Si nous évoquons la notion de majorité établie autour d'un contrat, c'est que nous savons également qu'une minorité se dégagera de ce congrès. La démocratie implique que cette minorité soit représentée ; mais elle implique également qu'aucune clause de pondération, d'équilibre ou de faveur ne vienne dès le départ enrayer la constitution d'une majorité stable et décidée.

Il importe que le parti prenne les moyens d'associer à sa direction des camarades représentatifs des groupes sociaux ou des milieux d'influence où le parti se développe. En effet, le P.S.U. compte, et c'est une de ses meilleures richesses, nombre de dirigeants syndicaux de niveau élevé, de responsables de groupements familiaux, culturels ou d'urbanisme, de mouvements de mal logés, de locataires, etc. Ces camarades qui sont l'expression même des masses que nous voulons associer au Front socialiste doivent participer — sous une forme à déterminer au congrès — à la direc-

tion du parti et ne pas être cantonnés au rôle de « nègres », préparateurs de dossiers techniques dans les commissions. Le C.P.N. ne pourrait-il pas par exemple associer certains d'entre eux à son travail (avec voix consultative bien sûr ?) ; il en tirerait un grand profit.

Il convient d'autre part de souligner le besoin de renouvellement des cadres du parti et la nécessité de faire accéder les générations plus jeunes aux postes de responsabilité.

—:—

Un autre aspect retient également notre attention : l'organisation. Les moyens du P.S.U. sont limités mais l'on s'arrange encore pour les gaspiller et ne pas les utiliser selon un coefficient de meilleure rentabilité. La compétence est un critère à retenir, de même que la capacité à la méthode, à l'ordre, à la synthèse. On y adjoindra la nécessité de travailler en équipe selon des principes de coopération. Le travail de groupe est une donnée de l'âge moderne, il serait surprenant que le P.S.U. s'en tienne à l'improvisation individuelle, et à l'artisanat. En outre, à cette occasion, pour masquer une incapacité, le volontarisme s'installe et toute relation démocratique disparaît. Nous avons le plus grand besoin d'organiseurs et d'organisateurs qui sachent en même temps faire participer les militants.

—:—

En conclusion retenons que plusieurs de nos camarades ont fourni un important travail sur le terrain, qui les désigne pour occuper des postes de direction. Pierre Mendès France est le premier de ceux-là.



Rome

## L'hypocrite mise en panne de l'Europe

Marc Vautier

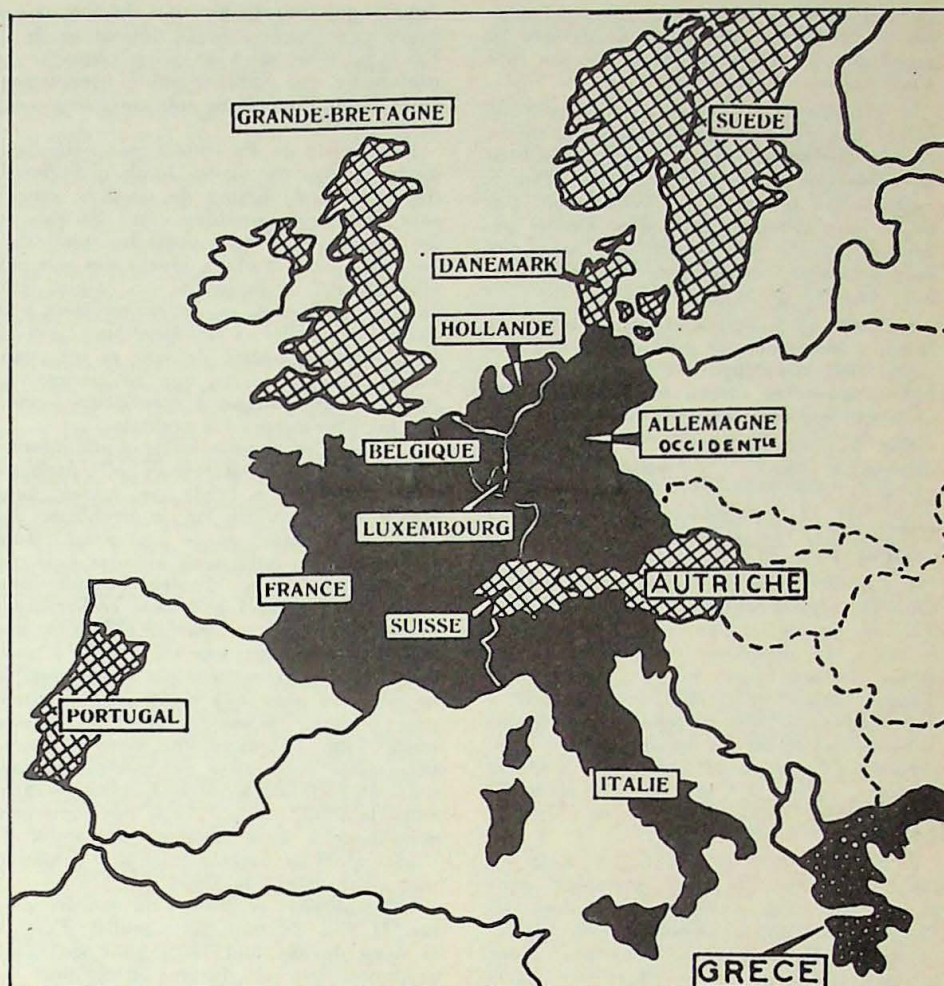
**T**out va bien. Le général de Gaulle, à Rome, n'a pas « bousculé les pots de fleurs ». L'expression est de lui. Elle traduit, dans sa vulgarité dédaigneuse, la tactique qu'il a mise en œuvre pour renvoyer aux calendes grecques, avec les applaudissements des cinq gouvernements partenaires, l'examen de la demande britannique d'adhésion à la Communauté européenne.

Soulagement de MM. De Jong et Luns (premier ministre et ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas) : ils avaient craint que le général-président ne s'oppose même à la discussion du problème. On discutera.

Le conseil des six ministres, qui s'est réuni à Bruxelles lundi dernier a discuté en effet, et il s'est montré parfaitement stylé. Il a décidé de faire parvenir un accusé de réception aussi aimable que dilatoire à la Grande-Bretagne et... de ne pas examiner sa demande d'admission « au plus tôt » (comme les cinq partenaires de la France se vantaient de le vouloir). Voilà les faits. L'Europe est devenue gaulliste.

### L'Europe gaulliste

L'Europe est gaulliste quand elle accepte de différer indéfiniment à la fois l'examen de la demande d'adhésion britannique et l'intégration politique. « Le thème n'est pas actuel », a déclaré à son retour de Rome Willy Brandt, chef du parti socialiste allemand et vice-chancelier de la République Fédérale. Comment croire, vraiment, qu'il n'est pas actuel — pour ne pas dire urgent — que l'Europe élabore une politique étrangère commune en face de l'Amérique (qui ensanglante l'Asie) et de l'U.R.S.S. (qui marche sur les œufs dans le monde entier) ? Comment croire qu'il n'est pas actuel — sinon urgent — de créer le parlement européen élu au suffrage universel pour contrôler cette « technocratie apatride et irresponsable » de Bruxelles sur laquelle de Gaulle s'essuie les pieds mais qu'il préfère visiblement à une démocratie européenne ? Comment croire qu'il soit inactuel de permettre aux représentants de toutes les organisations syndicales influentes de dire leur mot sur la politique



(ou l'absence de politique) économique et sociale européenne ?

C'est une mauvaise plaisanterie qui n'a qu'un sens : les actuels gouvernements des six pays du Marché commun se satisfont de l'Europe des patries ou des Etats ou des Nations, en fait de l'Europe des trusts que souhaitait de Gaulle, et qu'il a effectivement, avec la bénédiction de Willy Brandt.

### Hypocrisie

Tout n'est plus qu'hypocrisie dans l'attitude des six gouvernements. Ils s'installent dans une simple union douanière à six. De Gaulle a rendu aux cinq autres le service de bloquer toute la machine. C'est lui qui a pris la responsabilité de réduire la Commission (l'exécutif, l'embryon du gouvernement fédéral) au rôle d'un simple comité d'experts ; de mettre au rencart tout projet de contrôle démocratique par un parlement élu ; de s'opposer enfin à l'intrusion britannique dans le club.

Bien entendu, plus d'un dirigeant européen se targue de souhaiter cette adhésion britannique. En particulier les dirigeants néerlandais et italiens. Or, les Italiens ont pris prétexte de leur rôle de puissance invitante, la semaine dernière, pour déglutir benoîtement toutes les couleuvres gaullistes et pour applaudir en plus. Quant aux Néerlandais ils seront puissance invitante à la fin de l'année, pour le prochain numéro de charme du général. Ce qui leur fournira l'alibi convenable pour lui dire « amen ».

### La panne

L'Europe est en panne. Pour la remettre en marche, l'adhésion britannique est une nécessité. Mais on l'essuie. L'adhésion britannique pose des problèmes. Tout le monde le sait. Mais elle apporterait un *potentiel technologique* sans lequel l'Europe ne peut même pas songer à tenter de mener le combat contre la colonisation de capitalisme américain et pour l'indépendance.

En outre, la tradition et la pratique démocratiques britanniques sont le seul contrepois dont on dispose pour équilibrer une France où, du 13 mai aux pouvoirs spéciaux, la démocratie est bafouée et mise en échec, pour contrebalancer une Allemagne où rode le spectre du néonazisme et où le socialisme n'est plus qu'un gérant loyal des Konzern.

Pour remettre en marche l'Europe tombée en panne, il n'est plus possible de compter sur un seul des gouvernements qui capitulent devant de Gaulle. Il faut maintenant faire appel aux syndicats, à la base des partis ouvriers, au peuple européen, sur la seule base possible : un programme socialiste européen comportant une planification sociale et économique qui puisse allier une forte augmentation de la productivité à une prise de contrôle régionale, nationale et communautaire des producteurs. C'est le seul moyen d'assurer cette condition élémentaire de la prospérité européenne : le plein emploi. Et, avec lui, la démocratie et l'indépendance de l'Europe. □



En attendant Wilson.